

RÉGION
BOURGOGNE
FRANCHE
COMTÉ



20 octobre 2021

Panorama SRDEII 2022-2028

Contributions

Document de travail

A.

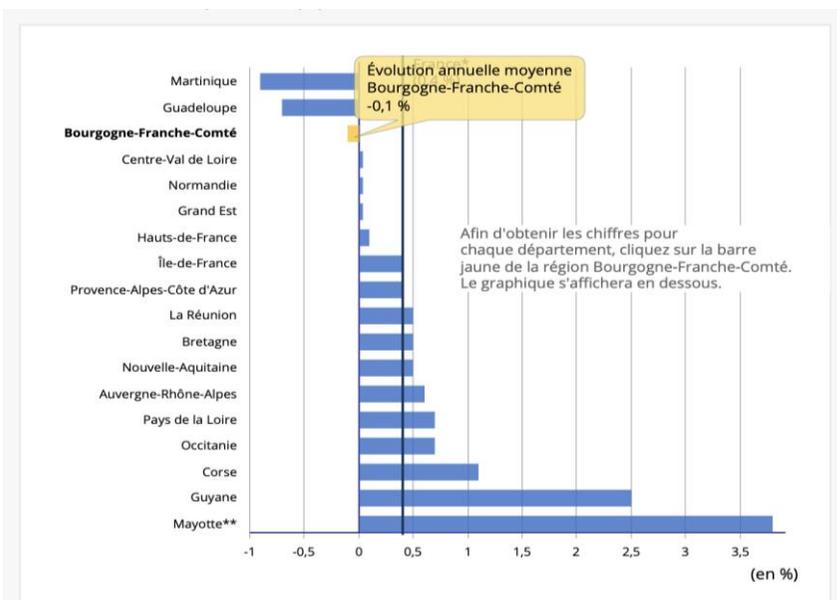
Données générales

Repères et éclairages économiques

Démographie

Principales données

- France : la quasi-totalité de la hausse de la population d'ici 2070 concernerait les personnes âgées de 65 ans ou plus
- BFC petite région par sa population : 11^e (2,783 Mhab, 2020)
- BFC : 13^e région pour l'évolution récente de la population (0,2% en moyenne annuelle depuis 2012)
- évolution de population en BFC : seule région métropolitaine en négatif entre 2013 et 2018 (-0,1% ; solde naturel négatif depuis 2015)
- BFC : peu de grandes villes (Dijon 25^e agglomération), des espaces peu peuplés (densité 58 hab/km², 12^e région ; France 119)

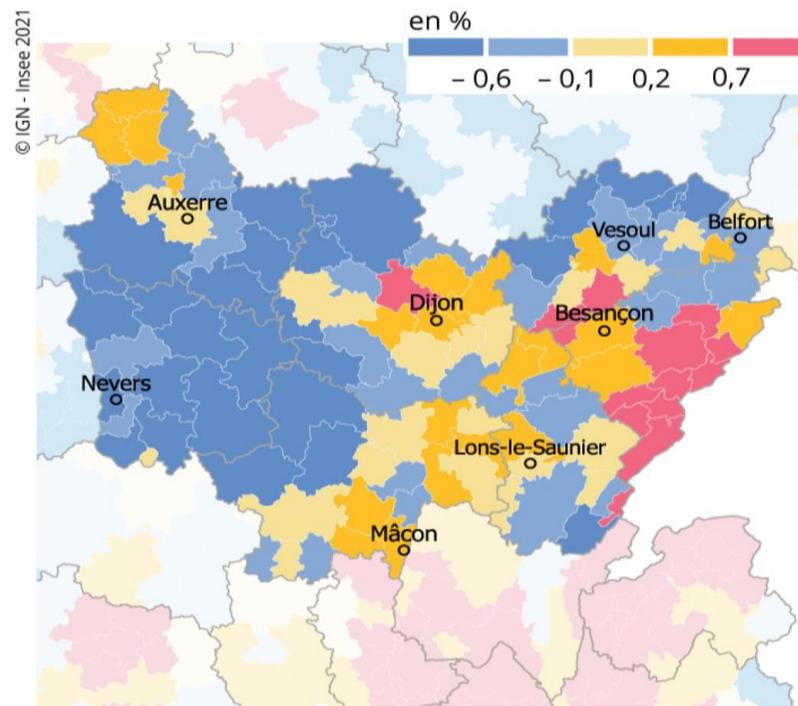


* Pour la comparaison nationale, la France correspond à la France hors Mayotte

** Mayotte : données 2017 et évolution 2012-2017

Pour cartographier ces données, cliquez ici : [Carte](#)

Source : Insee, recensements de la population.



Lecture : la population de la communauté d'agglomération Grand Belfort a baissé en moyenne de 0,4 % par an entre 2013 et 2018.

Source : Insee, recensements de la population.

¹¹¹ Évolution annuelle moyenne de la population entre 2013 et 2018

^{111, 294} Évolution annuelle moyenne de la population entre 2013 et 2018

Repères et éclairages économiques

Démographie

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> une dynamique démographique encore positive au sud-est d'une ligne Dijon-Mâcon 	<ul style="list-style-type: none"> BFC : région dont la baisse de population est la plus précoce et la plus importante seule région à conjuguer déficit naturel et déficit migratoire un tiers ouest de la région en déprise démographique structurelle

Enjeux, questionnements

- Perspectives : le maintien de la démographie régionale à un niveau constant repose entièrement sur l'arrivée de nouvelles populations
- Et si l'essentiel des nouveaux arrivants est constitué de retraités ?
- La problématique des carences de populations actives n'est pas à écarter en BFC

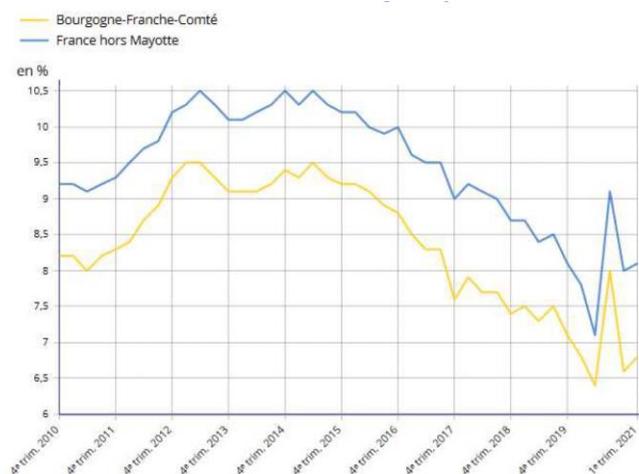
Opportunités	Menaces
	<ul style="list-style-type: none"> la population française continue de vieillir, comme en Europe (doublement des plus de 75 ans d'ici 2070 ?) BFC : un solde naturel de -3% en 2040-2050 ? (+3% en 1980-1990)

Repères et éclairages économiques

Emploi

Principales données

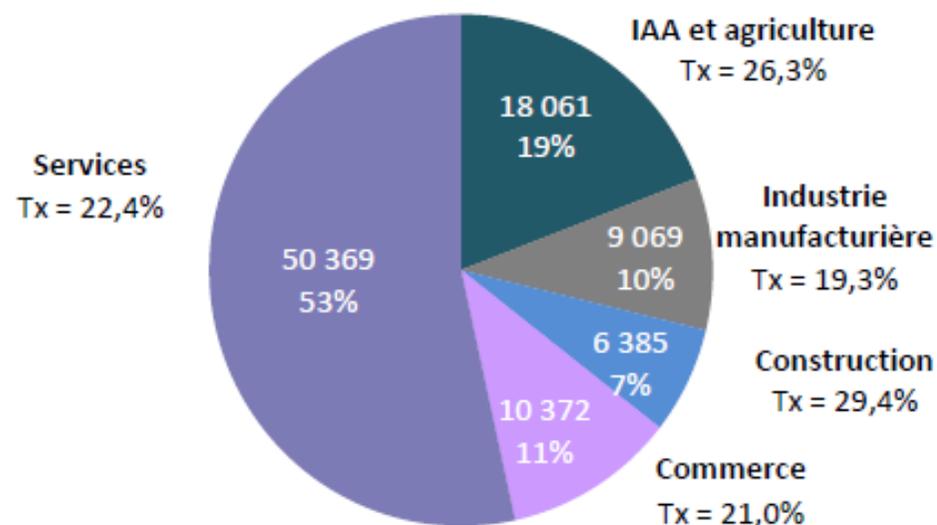
- Taux d'activité 2018 : France 72%, UE 74%
- 1,1 M emplois en BFC fin 2019, en hausse sur un an de 0,3% (France 1,4%)
- Un appel à l'intérim en forte hausse depuis 2015, en BFC comme en France
- Taux de chômage : 6,6% début 2021 (régulièrement 1 point sous la moyenne nationale ; BFC 4^e région) ; le Jura 4^e département de France le moins touché
- Hausse régulière du nombre de demandeurs d'emplois, plus forte en BFC qu'en France (+40% entre 2010 et fin 2018, France +28% ; accentuation avec la crise (+ 6 pts en 18 mois))
- BFC : 49% de la population non scolarisée âgée de 15 à 64 ans possède au minimum un diplôme de niveau baccalauréat, soit moins que la moyenne française (54%). Plus de CAP-BEP (31%)
- Des besoins en main d'œuvre en hausse en 2021 par rapport à 2019 en BFC : 94 300 projets (+1 900)



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Source : Insee, Enquête Emploi et Taux de chômage localisé

⁴⁷ Évolution du taux de chômage depuis 2011

LES PROJETS DE RECRUTEMENT ET LA PART DES ÉTABLISSEMENTS RECRUTEURS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ PLUS D'UNE INTENTION D'EMBAUCHE SUR DEUX DANS LES SERVICES



Guide de lecture :

Dans les services, 50 369 projets soit 53 % de l'ensemble des projets avec un taux d'établissements recruteurs de 22,4 %.

Source : Pôle emploi, enquête BMO 2021

²⁹⁷ Projets de recrutement et par des établissements recruteurs par secteur d'activité (2021)

Repères et éclairages économiques

Emploi

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> La part de l'industrie dans l'emploi total est la plus élevée de France (notamment Jura et Haute-Saône) Taux de chômage structurellement bas (notamment sud-est de la région) 	<ul style="list-style-type: none"> Faible hausse de l'emploi Un chômage élevé dans le Nord Franche-Comté Une demande d'emploi en hausse tendancielle Des adultes en âge de travailler moins diplômés Insertion des jeunes dans la vie active : l'ouest de BFC en difficulté

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> France : Le taux d'activité des personnes de 15 à 64 ans est au plus haut depuis 1975 France : La participation des seniors et des femmes au marché du travail ne cesse de croître depuis le début des années 2000 	<ul style="list-style-type: none"> Un taux d'activité national encore inférieur à la moyenne UE Un rapport inactifs / actifs en hausse (France et BFC) Un taux d'emploi des jeunes préoccupant (France et BFC) Ne pas réussir l'insertion des jeunes dans la vie active Tendance à la concentration des emplois dans les agglomérations Des projets d'embauche en baisse dans l'industrie

Enjeux, questionnements

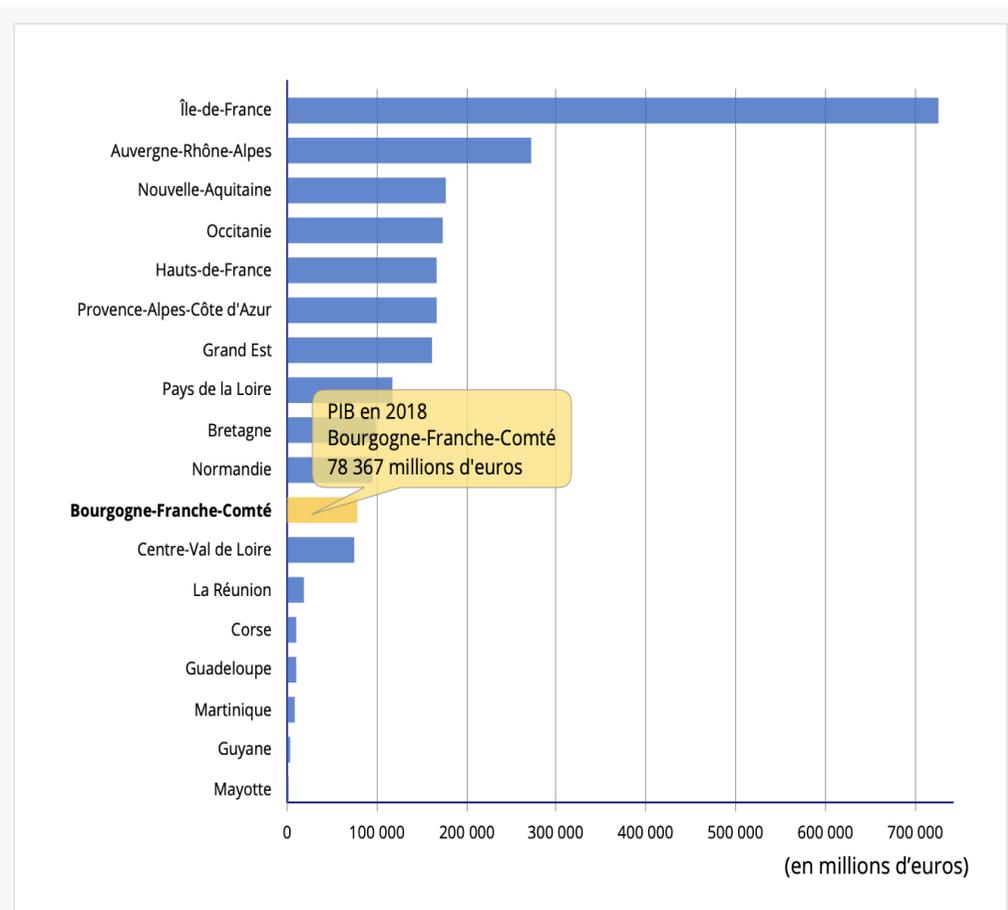
- Temps partiel : condition de travail en hausse depuis 60 ans, plutôt subie, et concernant plutôt les femmes, les jeunes, les seniors, les personnes peu qualifiées → sous-emploi
- L'intérim reste une variable d'ajustement des ressources humaines pour les entreprises
- Une forte spécialisation dans l'emploi industriel est-elle une force ou une faiblesse ?
- Trompe l'œil : accentuation de la baisse tendancielle du taux de chômage, grâce à la crise
- Réduire les inégalités sociales implique une hausse des formations et une meilleure insertion des jeunes sur le marché du travail
- Des métiers plus difficiles à pourvoir : construction, sanitaire-social, restauration

Repères et éclairages économiques

Création de richesse

Principales données

- L'UE voit sa croissance ralentir dès 2018, mais reste en 2^e position mondiale (22% du PIB mondial ; États-Unis 24%, Chine 16%)
- BFC 11^e région pour son PIB : 78 Mds€ en 2018
- Un des plus bas PIB / hab : 28 000 € en 2018 (France de province 30 300)
- Un des plus bas PIB / emploi (productivité apparente du travail) : moins de 72 000€ en 2018 (France de province 74 800)
- Valeur ajoutée produite par secteur en BFC: plus importante en agriculture et en industrie que la moyenne en France



Pour cartographier ces données, cliquer ici : [Carte](#)

Définition : produit intérieur brut

Source : Insee, comptes régionaux (données semi-définitives)

²⁹⁴ PIB de la BFC en 2018

Repères et éclairages économiques

Dynamique entrepreneuriale

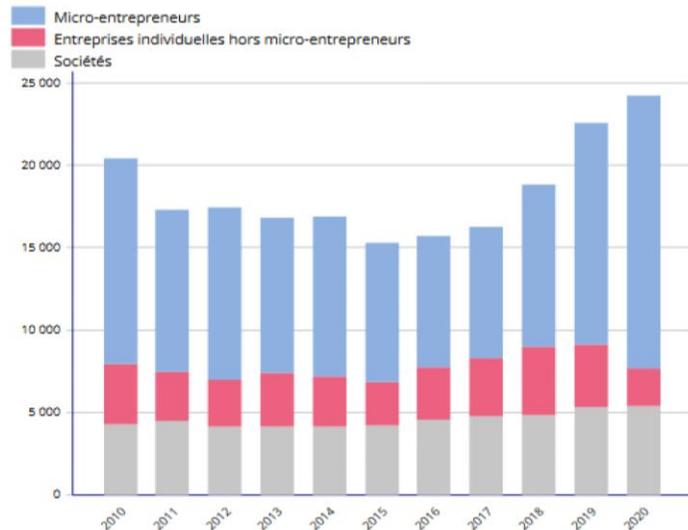
Principales données

Dynamique entrepreneuriale

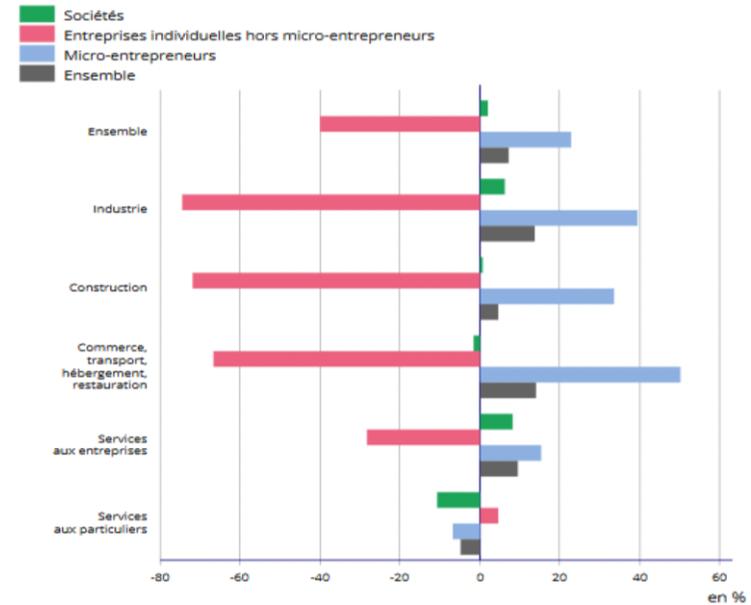
- 24 200 créations en 2020 (activités marchandes non agricoles) ; en hausse régulière depuis 2015
- Taux de création en forte hausse en 2020 (14% en un an), et plus qu'en France (+12%)
- Créations dans l'industrie (2020) : 1 700, en hausse (rythme récent : +10 points / France)
- Créations de microentreprises en forte hausse depuis 2018 : 16 500 en 2020 (62% des créations) ; aux dépens des créations classiques (-15%)
- Artisanat: + 42,5% d'entreprise en 10 ans

Défaillances 2020 : année exceptionnelle

- 1 250 entreprises en BFC en 2020
- -36% en un an (France -39%), notamment Industrie (-46%) et Services aux particuliers (-44%)



Note : nombre de créations brutes.
Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.
 Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)



Note : données brutes.
Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.
 Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

²⁷³ Évolution par secteur du nombre de créations d'entreprises entre 2019 et 2020 en BFC

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • Un artisanat très présent en BFC, en lien certainement avec la ruralité de la région • Un taux de création d'entreprises supérieur au niveau national • Une dynamique de création forte dans l'industrie (à vérifier dans l'avenir) 	
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> • Une dynamique dopée par la crise • Des défaillances en forte régression sur fond de soutien à l'économie durant la crise 	<ul style="list-style-type: none"> • Phénomène de rattrapage des défaillances après les mesures de soutien

Repères et éclairages économiques

Secteurs d'activité en BFC

Principales données

Agriculture

- 2^e région agricole française en termes de valeur ajoutée
- 50 800 actifs permanents
- Des exploitations agricoles qui s'agrandissent (65% sont « moyennes ou grandes » en 2000 ; 77% en 2016)
- Des SAU moyennes supérieures à la moyenne nationale (BFC : 119 ha ; France : 86 ha)
- Diminution du nombre d'exploitations : 93 600 en 1970, 26 400 en 2016

Industrie

- « 1^{ère} région industrielle » (part de l'emploi salarié: 24% en 2020 ; France 16%), mais 10^e en effectifs bruts
- 7 700 établissements industriels, 172 000 salariés (2018)
- IAA : 1 060 établissements et 17 800 salariés (4,6% de la France, 2015)

Construction

- +36% de logements commencés entre 2020 et 2021
- Des logements neufs plus orientés vers la location, et dont le prix moyen augmente

Commerce

- 92 400 emplois (28% centre-ville ; 35% dans les zones commerciales; 36% sur le reste du territoire)

Services marchands

- la production accélère à nouveau (+4% en 2018 ; +3% en 2017 + 2% en 2016)
- Ralentissement de l'emploi : +2,4% en 2018 ; +3% en 2017

Tourisme

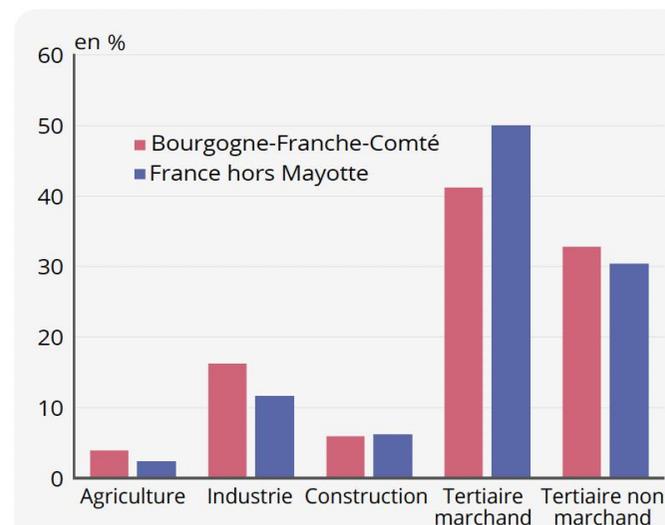
- Une des régions les moins denses de France en termes de capacité d'accueil, avec 750 000 lits

Transport de voyageurs

- Le transport intérieur de voyageurs diminue (-0,2% en 2018, après une hausse générale depuis 2013 (+ 1,1%))

Transport de marchandises

- Le transport intérieur terrestre de marchandises est en hausse de 2,2% (2018/2017)



Note : l'emploi non salarié agricole des DOM est sous-estimé. Il ne tient pas compte des affiliés à la MSA.

Lecture : en 2019, en Bourgogne-Franche-Comté, le secteur industriel regroupe 16 % des emplois, contre 12 % au niveau national.

Champ : personnes de 15 ans ou plus, emploi salarié et non salarié.

Source : Insee, estimations d'emploi 2019 (première estimation).

¹¹¹ Répartition de l'emploi par secteur en 2019

Repères et éclairages économiques

Secteurs d'activité

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • La production dans les services marchands non financiers accélère • Un taux de fonction touristique fort dans certains bassins (Morvan, Jura) • Une région agricole riche de ses diversités de productions • Une région riche en labels • Forte notoriété mondiale de certains produits agricoles • Organisation de la valeur ajoutée dans certaines filières IAA : profitable et exemplaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Affaiblissement économique des centres villes • Une des régions les moins denses de France en termes de capacité d'accueil (hormis résidences secondaires)

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> • France : touristiquement très attractive • Le transport intérieur terrestre de marchandises est en hausse (reprise du fret, nouveaux comportements du consommateur...) • Le marché du logement résiste à la crise : facilitations bancaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Ralentissement de l'emploi dans les services marchands • Fort impact de la crise Covid sur l'activité touristique (dont hébergement) • Le transport intérieur de voyageurs diminue • L'agriculture touchée par les difficultés de la restauration et les aléas climatiques • Une production en volume de la branche industrie qui ralentit nettement

Enjeux, questionnements

- Maintenir l'équilibre commercial entre les petits et grands acteurs du commerce
- Gastronomie et œnotourisme : des éléments différenciants pour le tourisme
- Un contexte en rapide mutation pour l'agriculture : changement climatique, réglementations, préservation de l'environnement, évolution de pratiques des consommateurs...
- Préserver le tissu industriel de la région : anticiper les mutations en engageant sa transition numérique et environnementale
- Mutation des métiers / évolutions technologiques et modes de production
- Comment évaluer, apprécier la forte prégnance de l'industrie en BFC ? Peut-on parler d'une grande région industrielle ?
- Comment apprécier les spécialisations industrielles régionales (sectorielles, géographiques) ?
- Le transfert des emplois commerciaux des centres-villes vers les périphéries est-il un sujet ?

Repères et éclairages économiques

Commerce extérieur

Principales données

- UE : En 2018, la balance des biens et services est excédentaire (+3,2%), mais différenciée (Pays-Bas +11%, Allemagne +6% ; France -1%, Royaume-Uni -2%)
- France : En 2018, le solde du commerce extérieur des biens et services en valeur s'améliore de 6,1 Mds€ tout en restant déficitaire : -18,2 Mds€
- France : le solde des échanges de services (dont tourisme) augmente de 8 Mds€ en 2018 pour s'établir à 21Mds€
- BFC : 2^e **taux de couverture import/export** (114% en 2020-2021 ; 1^{ère} avec 115% en 2019)
- BFC : 3^{ème} **balance commerciale** (2,6 Mds€ 2020-2021)
 - export 20,9 Mds€ (4 trimestres 2020-2021)
 - import 18,3 Mds€ (4 trimestres 2020-2021)

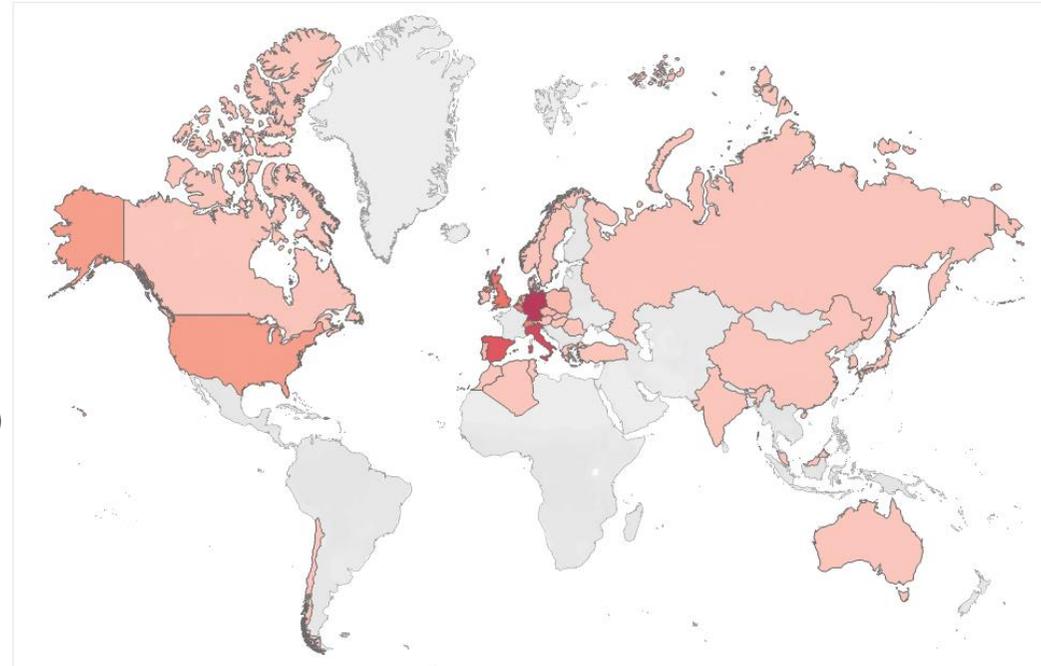
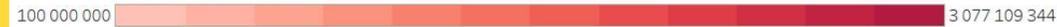
Top 3 des partenaires export BFC

- Allemagne 2,8
- Espagne 2,2
- Italie 2,2

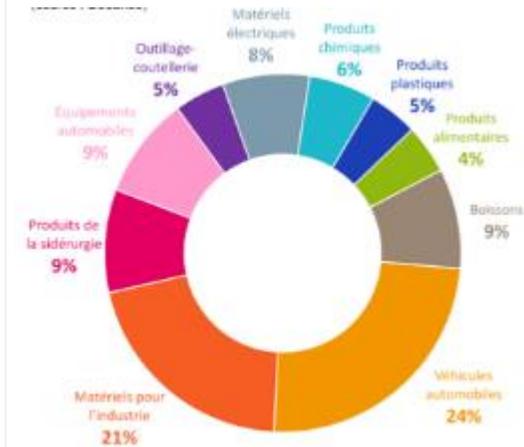
Top 3 des partenaires import BFC

- Allemagne 2,8
- Italie 1,7
- Belgique 1,7

La valeur des échanges (exports, en €)



UNE REGION FORTEMENT INDUSTRIELLE



Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • 2^e taux de couverture import/export • 3^{ème} balance commerciale • Plus fortement exportatrice de son industrie que la moyenne française • Croissance de 10% du nombre d'exportateurs de +25K€ (entre 2016 et 2019) 	<ul style="list-style-type: none"> • En moyenne 6 000 exportateurs sur 168 000 établissements industriels • Environ 1 500 exportateurs réguliers • Forte dépendance au secteur industriel : industrie auto, métallurgie, biens d'équipement.

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> • Politique française de réindustrialisation • Revalorisation du « made in France » • Développement de la prospection digitale 	<ul style="list-style-type: none"> • Forte tension sur les approvisionnements industriels • Situation sanitaire instable

Repères et éclairages économiques

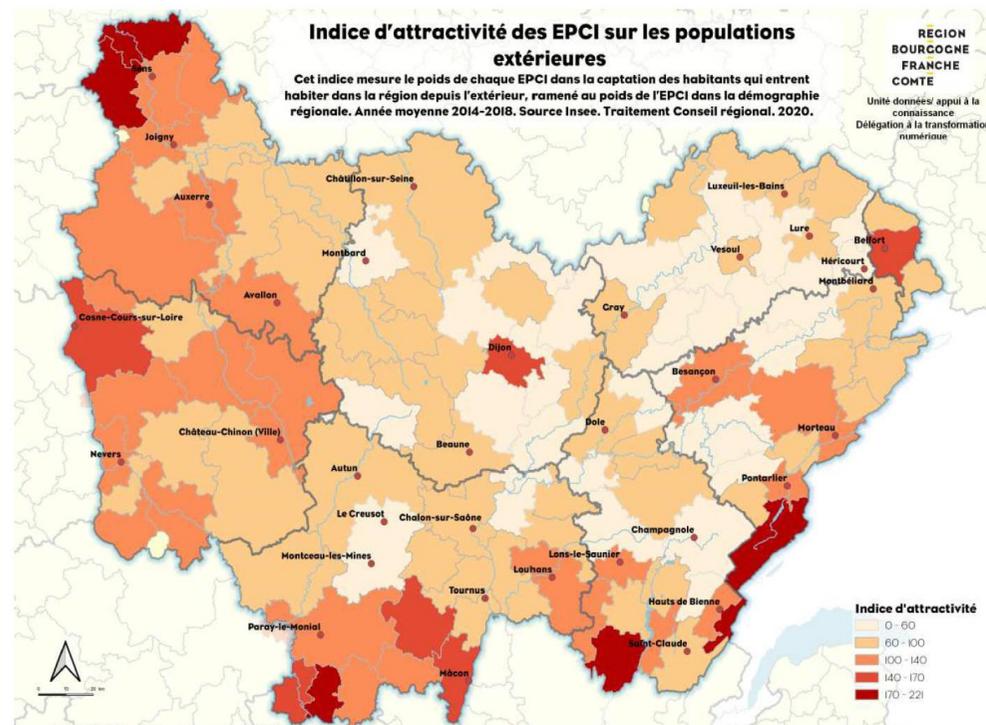
Attractivité économique

Principales données

- France : En 2018, les IDEF sont en hausse de 5 Mds€ par rapport à 2017, atteignant 37 Mds€ (montant le plus important depuis 2008)
- France : Principaux flux IDEF : Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni Suisse.
- France : 81% des IDE sont pourvoyeurs d'emplois
- 6^e rang des régions françaises pour l'accueil IDE en 2020
- BFC (2020) : fait partie des 5 premières régions ayant accueilli des investissements sur des sites industriels.
- 2020 : 91 projets, (2/3 en production et en R&D), qui ont créé/préservé 1 460 emplois
- Principaux pourvoyeurs d'investissements : Allemagne, États-Unis et Danemark
- 800 filiales d'entreprises étrangères (48 000 salariés = 4% des emplois)
- 45M d'habitants à moins de 4 h en voiture du barycentre de la BFC
- Attractivité résidentielle des bassins périphériques (nord Yonne, sud Bourgogne, bande frontalière) de BFC et des principales agglomérations



AER IDE BFC (Bilan 2020)



103 Indice d'attractivité des EPCI sur les populations extérieures en 2020 (BFC)

Forces

- Une destination de premier plan pour les IDE : 6^e des régions françaises
- Attractivité pour la R&D d'excellence mondiale

Faiblesses

- Pas suffisamment d'investissements orientés Production

Opportunités

- Attractivité résidentielle des bassins périphériques / activités extérieures (Paris, Lyon, Suisse)

Menaces

Repères et éclairages économiques

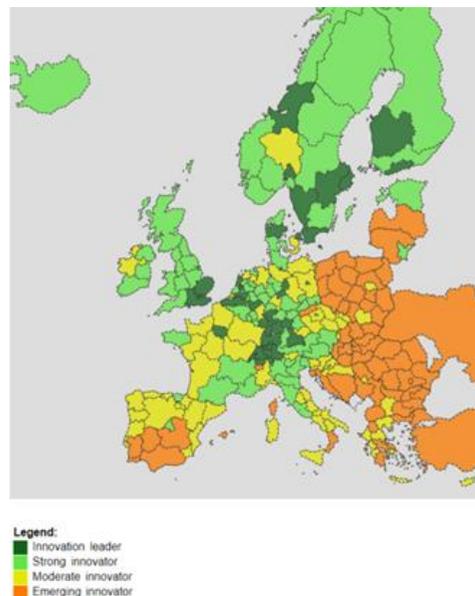
Innovation, R&D

Principales données

- **Dépenses intérieures de R&D :**
- Les dépenses de recherche et d'innovation (DIRD) dépassent les 1,2 Md€ en 2017 soit 1,6% du PIB (moyenne nationale de 2% du PIB – avant dernière région pour la DIRD) et sont en baisse en comparaison à 2014.
- Le poids des dépenses de la recherche privée dans les dépenses en recherche et développement (DIRDE) est plus important qu'au niveau national (79%, contre 66%).

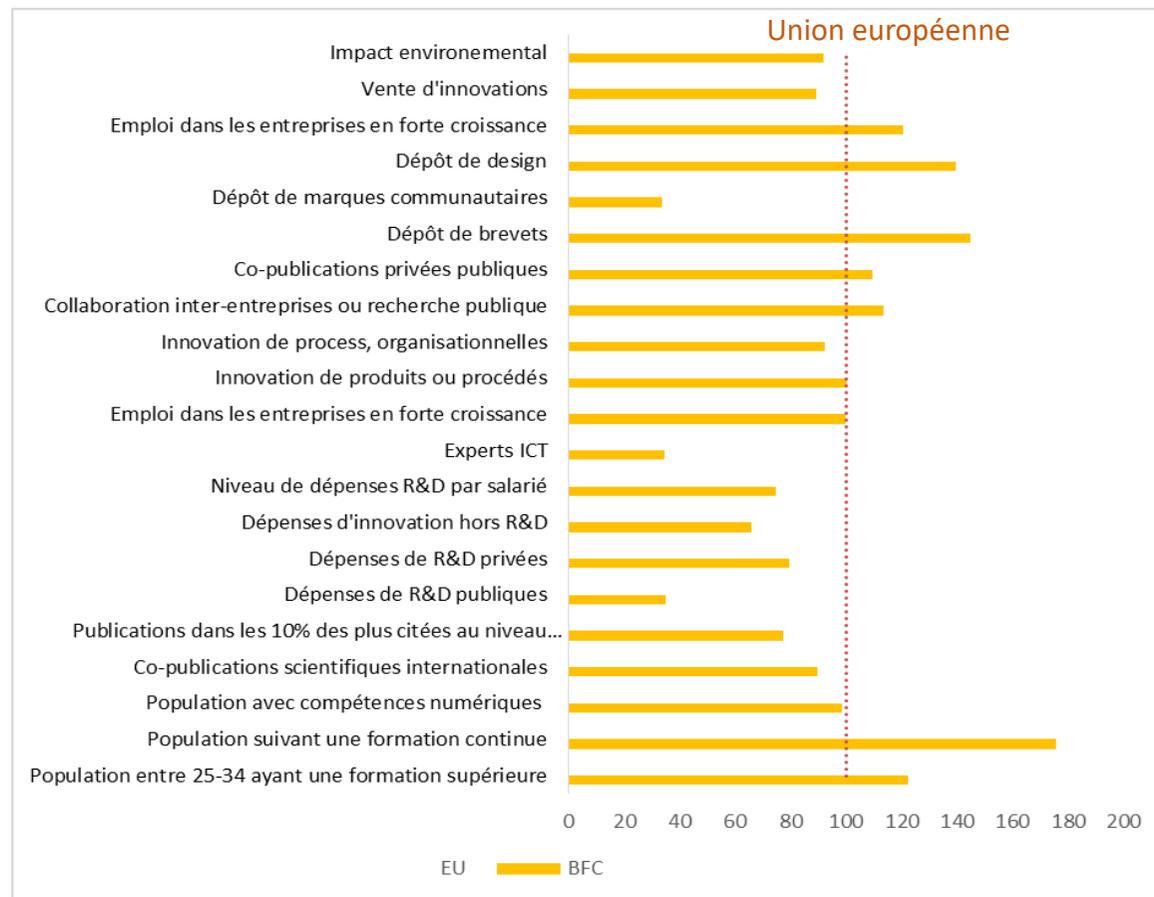
Positionnement européen

- La Bourgogne-Franche-Comté est classée en 2021 dans le groupe des régions « Moderate Innovator »
- 132^{ème} place des régions européennes les plus innovantes sur 238 régions dans le « Regional Innovation Scoreboard 2021 ». 9^{ème} place des régions françaises les plus innovantes.



- **Brevets européens :** demandes issues d'acteurs en région BFC représentent 3,2% des demandes de brevets européens faites en France

Positionnement de la Région BFC en termes d'innovation en comparaison à l'échelle européenne selon les indicateurs suivants :



Source : Commission européenne – Regional Innovation Scoreboard 2021

Repères et éclairages économiques

Innovation, R&D

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • Une dépense intérieure de R&D tirée par les entreprises. • Une dynamique de coopération portée notamment par les 5 pôles de compétitivité et les clusters. • Des filières d'excellence implantées historiquement et en émergence • Une bonne connaissance mutuelle des acteurs de l'innovation • Un soutien public régional • Bonne intensité de PME innovantes • Dépenses d'innovation tirées par le secteur privé • Bonne capacité de diffusion de l'innovation • Excellence de la recherche 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible niveau de dépenses de la recherche publique comparativement à la moyenne nationale • Avant dernière région française pour le total de dépenses DIRD privée ou publique • Perte du label ISITE de UBFC

Enjeux, questionnements

- l'innovation au service des enjeux de transition énergétique et écologique
- accompagner l'émergence et l'accélération des entreprises innovantes (start-ups)
- Soutenir l'effort sur les domaines de spécialisation régionaux/articulation avec les stratégies d'accélération de l'Etat
- s'appuyer sur les investissements numériques (innovation dans les territoires et utilisation de l'intelligence artificielle)
- Gestion de la propriété intellectuelle produite par les acteurs régionaux
- Approfondir les relations et coopérations entre pôles de compétitivité/grappes/clusters et monde de la recherche
- Proposer des parcours d'accompagnements lisibles et fluides

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> • Les principaux groupes déposants des brevets sont présents en BFC • dépôts de brevets : France 2^e pays en Europe • Des collaborations laboratoires-entreprises à accroître • Des coopérations interrégionales à développer avec les régions limitrophes et à l'échelle européenne 	<ul style="list-style-type: none"> • Une forte attractivité des régions limitrophes (Ile-de-France, Grand-Est, Auvergne-Rhône-Alpes) et de la Suisse : fuite de compétences, difficulté à attirer des talents et ou des entreprises. • Une faible présence des centres de décision des entreprises • Dépôts de brevets : risque de décrochage / Allemagne (France seulement 39 % de l'Allemagne)

Repères et éclairages économiques

Conjoncture et perspectives

Principales données

Monde :

- En 2020, la crise sanitaire a pesé lourdement sur l'activité économique mondiale ; la production des branches du commerce, des services de transport et de l'hébergement-restauration ont été particulièrement affectées
- Sur l'ensemble de l'année 2021, l'activité économique se redresserait dans les principales économies européennes, sous l'hypothèse de stabilisation de la situation sanitaire
- ...mais des évènements impactent l'activité :
 - fortes tensions sur l'approvisionnement dans la construction et l'industrie : pénurie de certains composants (semi-conducteurs, plastique, acier, bois...)
 - vs la demande a explosé sur certains produits : ordinateurs, objets connectés, matériaux de bricolage...
 - aléas climatiques sur les matières premières
 - difficultés du fret maritime, délais rallongés de livraison
- Principaux secteurs touchés : fournisseurs (électronique, métallurgie, chimie), clients (automobile, agroalimentaire, bâtiment)

UE :

- Brexit

France :

- PIB : +6,3 % en 2021, puis 3,7 % en 2022, 1,9 % en 2023 (-8% en 2020)

BFC :

- Construction de logements : + 3000 / an entre mi-2020 et mi-2021 (12 200 commencés)
- Automobile : des difficultés commencent à peser sur l'activité et l'emploi. Dans la fabrication de matériels de transport, l'emploi permanent enregistre sa plus forte baisse depuis dix ans et l'emploi intérimaire s'est également replié
- L'hébergement-restauration, la culture et les loisirs demeurent les secteurs les plus impactés du fait des mesures de restrictions

Repères et éclairages économiques

Conjoncture et perspectives

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> Le pouvoir d'achat des ménages et le taux de marge des entreprises ont globalement été préservés, grâce aux mesures de soutien La construction de logements en BFC aurait finalement profité de la crise sanitaire : facilitations bancaires Des volumes de travail stables durant la crise, sauf pour l'hébergement-restauration 	<ul style="list-style-type: none"> Un taux de chômage flatteur, mais qui cache un problème d'attractivité régionale en général Un niveau d'emploi encore sous son niveau de celui atteint fin 2019 (-14000 emplois) Une structure productive encore défavorable, car très industrielle La BFC en retard par rapport aux autres régions pour le temps de rattrapage des niveaux de production d'avant crise

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> Une activité économique nationale qui aurait quasiment effacé la crise dès 2022 	<ul style="list-style-type: none"> Les conditions seront encore favorables à l'horizon 2023 (surplus d'épargne disponible des ménages, situation financière globalement préservée des entreprises, plan de relance) ... mais vont redevenir progressivement davantage dépendantes des moteurs plus structurels de la croissance. Des secteurs de l'aéronautique et du tourisme à la peine dans les années à venir Plusieurs facteurs d'incertitude, tant sanitaires que macroéconomiques (approvisionnement, recrutement, prix des intrants...), et notamment à des aléas haussiers sur l'inflation (et une hausse des salaires). Moins de stabilité dans l'emploi ? plus d'intérim ?

Enjeux, questionnements

- Les problèmes de sortie de crise sanitaire (approvisionnement en matières premières, hausse des coûts de transports liés à la demande, délais...) perdureront-ils ? transformation d'une crise sanitaire en crise de production (offre) ?
- Les aléas climatiques croissants auront-ils un impact sur la stabilité de l'accès aux produits agricoles (volumes, prix, situation des zones de production) ?
- Les réticences vis-à-vis de certains métiers nées (ou accrues) pendant la crise perdureront-elles ?
- Les conditions d'emploi (souhaitées ou subies) vont-elles se transformer (générations Y et Z, halo du chômage) ?
- Difficultés de recrutement, télétravail... : quel impact sur le cout du travail / les salaires ?
- Dettes nationales dues au Covid 19 : quel impact dans les années à venir ?
- Un fonctionnement économique mondial perturbé + des situations de boom financier + crises de confiance localisées : vers une nouvelle bulle ?
- Brexit : opportunité ? menace ?

B.

**Focus
filieres /
secteurs d'activité**

Filières / secteurs d'activité

Économie industrielle (base RIS3)

- **Alimentation Durable**
- **Santé et soins individualisés et intégrés**
- **Mobilité Durable, intelligente et connectée**
- **Hydrogène**
- **Matériaux et procédés avancés**
- **Microtechniques et systèmes intelligents**

Économie de proximité

- **Bien-être : santé, loisirs, tourisme, services à la personne**
- **Biens et services de base**
- **Construction et TP**
- **Eau, déchets, transports, production d'énergie locale**

Alimentation Durable (RIS3)

Principales données

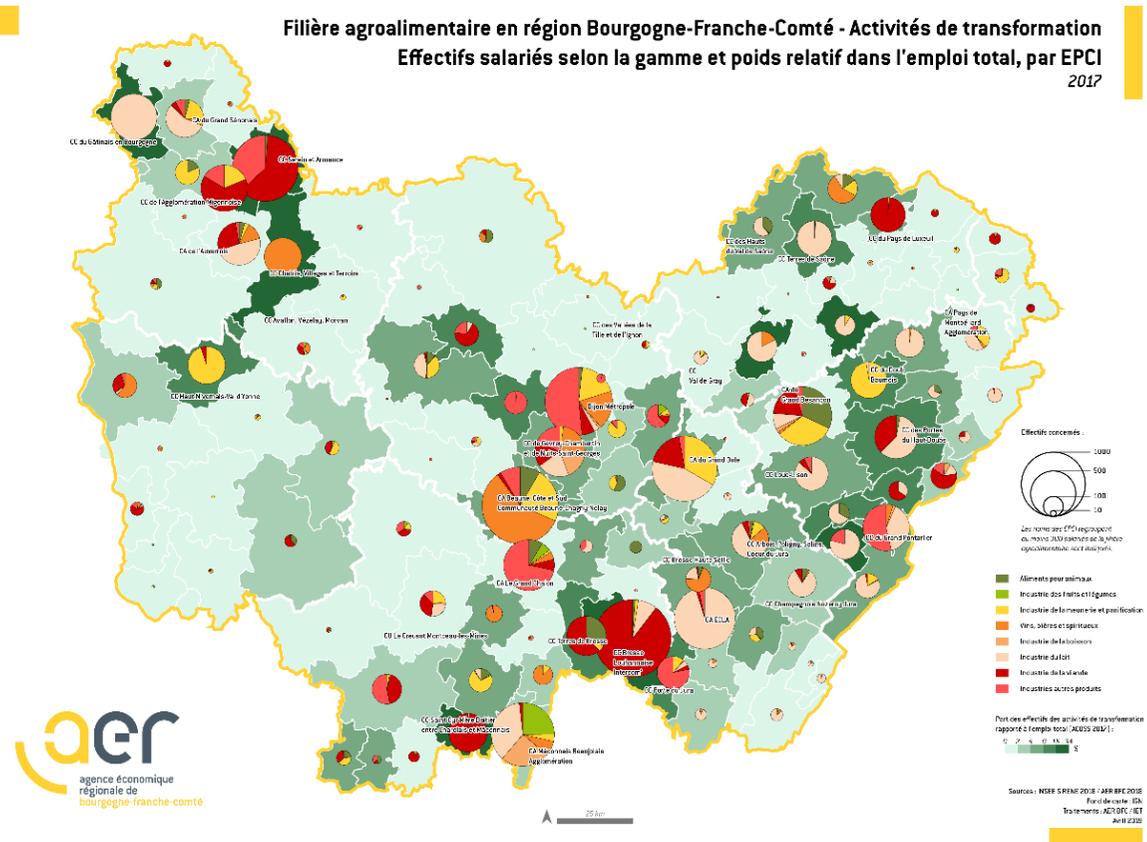
- Une région rurale et agricole : 53 % du sol dédié à l'agriculture
- Une production régionale agricole centrée sur l'élevage de bovins, de volailles et sur les productions céréalières (30 % de la surface agricole utile) et viticoles

Agriculture :

- **4%** des emplois
- **44 800** actifs permanents dont **10 600** salariés
- Agroalimentaire :
- **1 065** établissements
- **17 800** emplois (**4,4%** de l'emploi régional)
- **3%** du chiffre d'affaires des IAA en France

- Un écosystème favorable à l'innovation :
- -un pôle de compétitivité VITAGORA
- Un accélérateur TOASTER LAB
- Une pépinière AGRONOV
- Des laboratoires et des établissements d'enseignement supérieur

Filière agroalimentaire en région Bourgogne-Franche-Comté - Activités de transformation
Effectifs salariés selon la gamme et poids relatif dans l'emploi total, par EPCI
2017



AER Filière agroalimentaire en région Bourgogne-Franche-Comté - Activités de transformation
Effectifs salariés selon la gamme et poids relatif dans l'emploi total, par EPCI, 2017

Alimentation Durable (RIS3)

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • Produits à forte notoriété internationale • Un écosystème crédible, une filière plutôt bien structurée qui travaille sur la globalité de la chaîne de valeur • 1 pôle de compétitivité international : VITAGORA • Des formations complètes et adaptées aux marchés • Capacité de recherche (nombreux laboratoires de recherche renommés) et de transfert (plateformes technologiques) • Filière participant à l'attractivité économique régionale • Positionnement sur des marchés porteurs: Légumineuses, Alimentation Santé... <p>3 thématiques d'excellence :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les sciences de l'alimentation, du goût et de sensorialité • La gestion des ressources, les agroécosystèmes et les enjeux environnementaux • L'économie, la sociologie et la géographie des territoires 	<ul style="list-style-type: none"> • Perte de compétitivité de la filière agroalimentaire française • Faible disponibilité de bâtiments pour l'implantation / l'extension d'entreprises IAA • Peu de grandes entreprises agroalimentaires en BFC : ce sont majoritairement des TPE et de PME • Délocalisation des approvisionnements et des unités de transformation

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> • Accélération des modifications de comportement / préoccupations du consommateur : santé, souveraineté nationale, localisme, prix bas, responsabilisation des acteurs, environnement, e-commerce... • Rôle important de l'industrie agroalimentaire dans la dynamique des territoires ruraux : de nombreux emplois sont situés hors des grandes aires urbaines • Les microorganismes et les ferments représentent un potentiel d'innovation important pour les industries régionales • Solutions nouvelles pour réduire l'usage des intrants de synthèse en agriculture 	<ul style="list-style-type: none"> • Les effets de la crise sanitaire, qui vont dans le sens de l'alimentation durable (ex : circuits courts), ne sont pas garantis sur le moyen/long terme • Fréquentes modifications réglementaires pouvant impacter la filière ou les entreprises • Risque pour les territoires ruraux (tous bassins d'emplois ?) avec la mono industrie • Nécessité d'adapter les emplois et compétences aux enjeux nouveaux de la TE dans la filière et de la transition numérique

Enjeux, questionnements

Enjeux d'innovation définis dans la RIS3 2021-2027 :

- Développer des systèmes alimentaires à faible impact sur l'environnement et la biodiversité
- Proposer une alimentation au service de la santé humaine grâce à des aliments de qualité et la production d'ingrédients naturels
- Proposer une alimentation tournée vers le plaisir et le bien-être, centrée sur le consommateur et ses attentes
- Développer une alimentation qui repose sur un système agroalimentaire équitable, basé sur de nouveaux modèles économiques de redistribution de la valeur

Enjeux généraux :

- Remédier à la perte de compétitivité de la filière agroalimentaire française
- Prendre en considération les nouvelles préoccupations/habitudes des consommateurs
- Repenser les modes de production pour faire face aux enjeux relatifs aux cultures, l'adaptation au climat
- Nouvelles cultures, modes culturels et transformation des produits
- Enjeux des circuits courts, des marques locales et positionnement de la filière/e-commerce

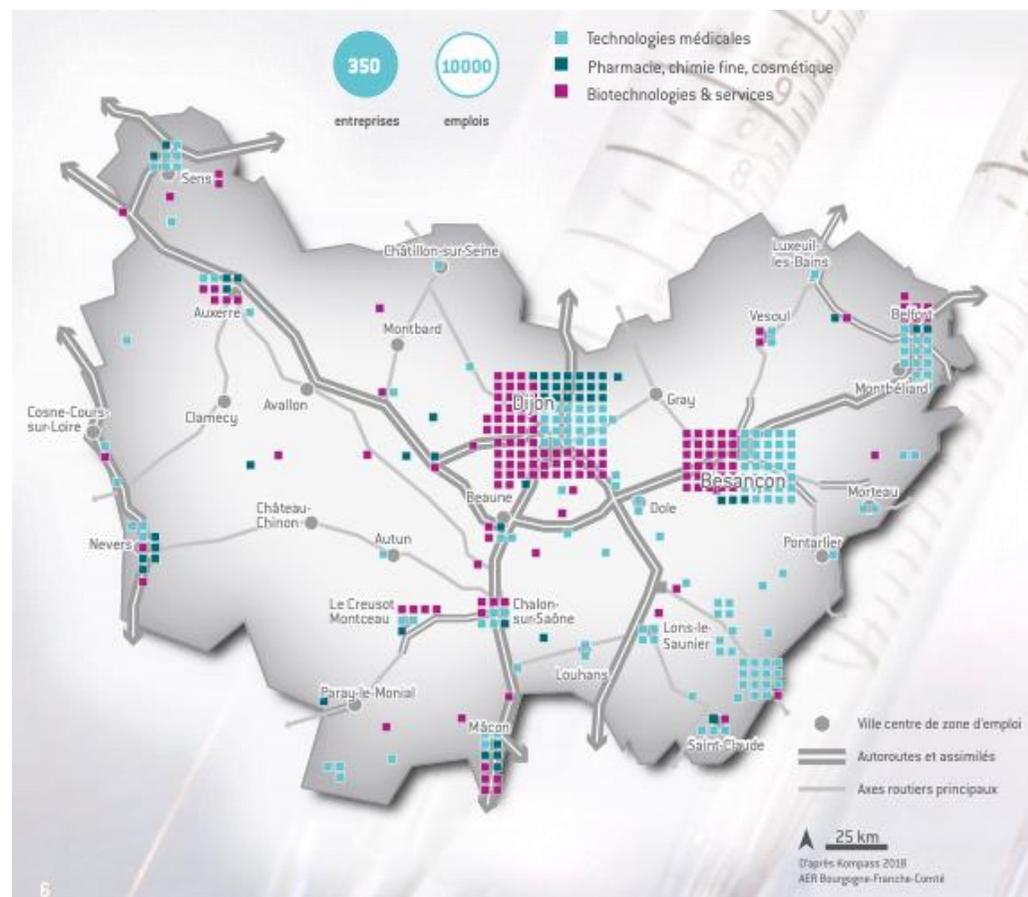
Enjeux spécifiques à la filière régionale :

- Saisir les opportunités de marché liées à :
 - la réduction prochaine du nombre d'additifs autorisés dans les aliments transformés
 - Potentiel d'innovation des microorganismes et des ferments
 - Demande de consommation des légumineuses
- recomposition des groupes de l'industrie agroalimentaire. En particulier suite à la crise COVID,

Santé et soins individualisés et intégrés (RIS3)

Principales données

- Plus de **350 entreprises**, **10 000 emplois** directs et 2 milliards d'euros de CA consolidé
- La région BFC est **pionnière sur les technologies médicales** et notamment dans le développement de **dispositifs médicaux**
- Région **pionnière de la télésanté** : près de **250 sites de télémedecine**
- Un tissu économique régional dans **4 domaines d'excellence** : les technologies médicales, les microtechniques, Pharmacie/Chimie/ Cosmétique et Biotechnologies et Services
- **Des fleurons pharmaceutiques** (Groupe Urigo, Vétoquinol...) et des **PME** souvent issues de la **tradition microtechnique, expertes en conception de dispositifs médicaux et de sous-ensembles** (Micro-Méga, Proteor, Statice...)
- **3 clusters régionaux** (BFCare ; PMT Santé ; Cluster TIS) + **3 pôles de compétitivité** (Polyméris, PMT, Vitagora)
- EFS
- GIE Pharm'Image
- Pôle de Gérontologie et d'Innovation
- **10%** du CIR, entre 2014 et 2015, positionnés sur le secteur Pharmaceutique
- 2 projets de territoire structurent l'innovation en santé : la **Technopole TEMIS** (avec notamment le centre Bio-Innovation, Besançon), le **Technopôle Santénov** (Dijon)
- 23 unités de recherche universitaire



⁸⁷ Carte issue de la brochure « Industries et technologies de la Santé » de l'AER BFC

Santé et soins individualisés et intégrés (RIS3)

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> Un écosystème de santé régional dynamique et varié (clusters, pôles de compétitivité, fleurons de l'industrie pharma, PME à haute valeur ajoutée, etc.) 4 domaines d'excellence : technologies médicales, microtechniques, Pharmacie/Chimie/Cosmétique, Biotechnologies et Services La région BFC est pionnière sur les technologies médicales et notamment dans le développement de dispositifs médicaux Région pionnière de la télésanté Écosystème numérique régional Imagerie médicale et théranostique Des réussites régionales / dispositifs médicaux innovants Des fleurons pharmaceutiques Complémentarités entre recherche publique et privée Des établissements de santé, universités et entreprises travaillant ensemble au sein de structures fédératrices (projets ambitieux ou plateformes de haute technologie) 	<ul style="list-style-type: none"> La région possède de nombreux territoires ruraux et peu denses : difficultés d'accès aux services de santé 3 clusters au sein de la filière Santé. Le transfert des innovations en santé dans les laboratoires publics vers les entreprises est à amplifier
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> Des axes de développement porteurs et différenciants : radiothérapie vectorisée, théranostique, technologies bio-analytiques, technothérapies, e-santé... Marchés porteurs : traitements biotechnologiques, médecine de précision, imagerie médicale et thérapie, dispositifs médicaux « frontières », santé numérique, Silver économie, robotique en santé Accélération de la transition numérique Non-renouveaulement de l'Accord bilatéral Suisse-UE Robotique de la Santé Stratégie nationale de santé : réduction des inégalités en matière de santé La crise sanitaire a mis en lumière des axes d'amélioration : organisation, relocalisation, recherche... La graduate school INTHERAPI de SFRI 	<ul style="list-style-type: none"> Des réglementations de plus en plus contraignantes Récente pénurie de matières premières (pharmacie)

Enjeux, questionnements

Enjeux d'innovation définis dans la RIS3 2021-2027 :

- une médecine de précision, qui permet de personnaliser le soin et de placer le patient au cœur du traitement, au croisement des compétences santé et microtechniques de la région
- une santé efficiente, qui articule prévention, détection, traitement et suivi efficaces des patients, optimisée grâce aux techniques et technologies médicales et de bio-informatique innovantes régionales, permettant de réduire les impacts sanitaires et les coûts associés
- une santé accessible pour tous, sur un territoire rural confronté à la problématique de désertification médicale, qui s'appuie notamment sur les dernières innovations de santé numérique et télémédecine pour garantir l'accès et accroître la qualité des soins du plus grand nombre.

Evolution du système de santé (plan régional de santé 2018-2028)

Enjeux spécifiques suite à la crise du Covid-19 :

- souveraineté industrielle des États en produits de santé
- Réduction du temps de développement et de mise sur le marché de nouveaux traitements
- développement des solutions qui exigent moins de personnels soignants et qui garantissent la préservation de leur propre santé

Enjeux de structuration de la filière régionale :

- Organisation de l'écosystème santé régional
- Rôle du numérique dans l'accès aux soins (télémédecine, DMP) et dans l'innovation (IA pour la recherche et la pratique médicale)
- Filière Bioproduction

Mobilité durable, intelligente et connectée (RIS3)

Généralités, transversalités

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • La mobilité durable a été identifiée comme l'un des domaines de spécialisation de la région (RIS3) • Des acteurs des différentes filières qui se rencontrent autour des enjeux transversaux de la mobilité du futur • Des positionnements forts sur l'électrification des véhicules (motorisation, stockage de l'énergie...) 	

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> • Adéquation entre facteurs différenciants de la région et la stratégie de « mobilité durable et intelligente » de la Commission Européenne • Stratégie d'accélération nationale (PIA 4) avec un axe « Digitalisation et décarbonation des mobilités » • Inciter aux solutions de mobilité dans le bâti résidentiel (implantation de bornes de recharge pour les véhicules électriques, stationnement vélos...) • Un territoire démographiquement peu dense incitant à des réponses inédites en termes de mobilité • Une crise et ses conséquences : l'occasion d'accepter des solutions et stratégies disruptives 	<ul style="list-style-type: none"> • La réussite des transitions (écologique, énergétique, etc.) conditionnera la pérennité des écosystèmes des filières Mobilité durable (notamment l'automobile et l'aéronautique) • Transitions / disruptions en cours et à venir

Enjeux, questionnements

Enjeux d'innovation définis dans la RIS3 2021-2027 :

- **3 enjeux :**
- **mobilité intelligente** : mobilité multimodale connectée et automatisée ; intelligence artificielle
- **mobilité durable, saine et équitable** ; résiliente / Covid 19
- mobilité soutenue par des **méthodes et services innovants**
- **Ces 3 enjeux se traduisent par 4 axes d'innovation spécifiques à la région :**
- **Concevoir et fabriquer des composants de la chaîne de valeur liée à l'électrification des véhicules** : accompagner la forte croissance de la motorisation alternative pour véhicule et imaginer de nouvelles architectures de la chaîne de traction des véhicules et du ravitaillement.
- **Créer des soutiens de stockage de l'énergie électrique** performante et fiable : Créer des solutions de stockage d'énergie de batteries (et ses composants) et explorer d'autres solutions de stockage d'énergie : le stockage d'énergie par volant d'inertie.
- **Concevoir et fabriquer des véhicules et engins intelligents et connectés** : (roulant, volant, techniques, engins de logistique robotisés, de maintenance industrielle, électrique et hybride) et nouvelles briques technologiques (communication du véhicule vers l'extérieur, géolocalisation et repérage dans l'espace, intégration véhicule et sécurité des systèmes)
- **déployer des services innovants autour de la mobilité des personnes, des matériels et des infrastructures** : nouveaux services professionnels (B2B) pour des applications industrielles et logistiques. services de maintenances des engins et des infrastructures. Inventer des solutions de mobilité servicielle personnalisée, en particulier dans un environnement rural à faible densité.

A noter :

- **Émergence d'une filière 2 roues** (non motorisées ou à assistance électrique) répondant à différentes enjeux de mobilité urbaine, relocalisation industrielle, approvisionnement en intrants, impact environnemental

Mobilité durable, intelligente et connectée (RIS3)

Automobile

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> Des acteurs régionaux historiques et notoires Des équipements structurants (ex technopôle de Magny-cours) Centres de recherche et laboratoires menant des travaux sur des sujets d'avenir pour l'automobile (motorisation alternatives, véhicules connectés...) 	<ul style="list-style-type: none"> Transition numérique qui peine, surtout pour les TPE/PME-Compétitivité Solutions technologiques non matures (autonomie des batteries et recyclage)

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> Développement des carburants alternatifs (hydrogène et biocarburants) Développement de solutions autonomes, connectées et intelligentes Retrofit de véhicules Disruption technologique liée notamment à l'agenda environnemental, avec le moteur électrique et l'évolution du mix énergétique Disruption sociale touchant les usages avec de nouvelles offres de mobilité et une profonde évolution du rapport à la voiture 	<ul style="list-style-type: none"> Déclin de la filière Auto (baisse des ventes au niveau mondial, baisse d'activité en France du fait de délocalisations ou de surcapacités de production) Emplois/sous-traitants menacés par les évolutions rapides des marchés et politiques constructeurs (réinternatlisations) Ne pas anticiper des sujets connexes aux marchés émergents (ex : protection des données détenues par les véhicules) Concurrence forte et mondiale

Principales données

Première filière employeur industriel de la région :

- 350 établissements**
- 45 000** emplois directs (**1/3** des emplois industriels, 5,1 % de l'emploi salarié régional)
- 10% de la filière nationale
- 1 pôle de compétitivité** : Pôle Véhicule du Futur, également représentant de la filière nationale (PFA)
- Sous-traitance plasturgie représentée en région par le pôle de compétitivité Polyméris et un syndicat professionnel Polyvia
- Présence du constructeur Stellantis (usine de Sochaux)
- 6 centres d'excellence mondiale** (Faurecia, Lisi Automotive, Stellantis Belchamp, Schrader Pacific, Delfingen, Danielson Engineering)
- Des formations qui génèrent une main d'œuvre qualifiée et adaptée aux évolutions technologiques de dernière génération
- Un Campus des métiers et des qualifications d'excellence : Mobicampus

Enjeux, questionnements

- Solidarité intra-filière face aux grandes mutations
- Accélération de la mutation engagée vers l'électrique et déclin du diesel/thermique
- Positionnement sur les marchés émergents : retrofit de véhicules, nouveaux services associés à l'électrification, nouvelles motorisations
- Évolution des chaînes de valeur ; problèmes d'approvisionnement et de hausse des coûts des matières premières

Mobilité durable, intelligente et connectée (RIS3)

Ferroviaire

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> Écosystème riche d'acteurs régionaux (grandes entreprises, 1 cluster dédié, 2 pôles de compétitivité, technicentres, centres d'excellence mondiaux, etc) Hydrogène : politique H2 de la Région et écosystème régional favorable 	<ul style="list-style-type: none"> Réseau ferré vieillissant et parfois obsolète (600 km de dessertes fines) Manque de compétences disponibles et difficultés à recruter, chantiers et palettes des métiers de la maintenance peu connus

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> Rénovation des matériels constitue aussi un enjeu de développement durable dans une logique d'économie circulaire Réforme du pacte ferroviaire (2018) et ampleur des investissements publics engagés ou prévus au cours des prochaines années à destination des entreprises promotrices de la mobilité ferroviaire (industriels et opérateurs) Plan Care (grappe d'entreprises pour développer les relations donneurs d'ordre /fournisseurs) Transition écologique (déploiement train à batterie, à hydrogène, développer des systèmes de trains légers pour les petites lignes et voies répondant aux enjeux de l'économie circulaire) Européanisation des marchés 	<ul style="list-style-type: none"> Ne pas prendre le virage des transitions notamment numérique et écologique (décarbonation des procédés industriels) Ne pas engager d'actions visant à retrouver la compétitivité et la souveraineté de la filière (appui des commandes publiques, soutien tissu industriel local, soutien de l'effort des entreprises à l'export) Ouverture du marché domestique français à la concurrence Ne pas obtenir la réciprocité dans l'ouverture des marchés et la lutte contre les distorsions de concurrence

Principales données

Un Ecosystème dense:

- 200 entreprises
- 6 850 salariés
- 3 800 agents de la SNCF
- Présence d'Alstom qui dispose de 4 centres d'excellence d'envergure mondiale dans la région : Belfort, Ornans, Le Creusot, Sens.
- 1 cluster dédié (Mecateamcluster) avec halles de maintenance et voie-écoles pour la formation, 2 pôles de compétitivité (Pôle Véhicule du Futur et Polyméris)
- 4 technicentres SNCF (Dijon, Perrigny, Nevers, Besançon), 1 gare de triage (Gevrey-Chambertin)

Enjeux, questionnements

- Facteur humain: faire découvrir les activités, les chantiers, l'évolution des métiers du ferroviaire pour renforcer l'attractivité de la filière, soutenir le développement des compétences
- Le renforcement de la performance du transport guidé (sécurité, utilisation optimale des infrastructures, décongestionnement, efficacité...) passe par la digitalisation et l'électronique :
 - par exemple la digitalisation pour répondre aux besoins de la maintenance (prédictive, préventive...)
 - l'électronique embarquée pour la sécurité, la signalisation (normes ERTMS, localisation des trains, évolution des postes d'aiguillage,...), l'information aux passagers...
 - Conduite automatisée
- Pour assurer un report modal vers le train et rendre la mobilité accessible à tous, l'offre sur les lignes de desserte fine du territoire pourrait être amenée à se renouveler, avec de nouvelles solutions plus écologiques :
 - Les innovations technologiques et l'économie circulaire pour améliorer la performance environnementale du mode ferroviaire (trains et voies) : décarbonation, matériaux recyclables, allégés, motorisation électrique, H2....)
- Ces développements doivent consolider la compétitivité et la souveraineté de l'industrie ferroviaire française, protéger l'emploi et développer les exportations dans un contexte de compétition internationale aiguë

Mobilité durable, intelligente et connectée (RIS3)

Aéronautique

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> Des acteurs régionaux historiques et notoires (entreprises, cluster PMT ASD, pôles de compétitivité, laboratoires de recherche, etc.) Des acteurs positionnés sur l'aviation générale Spécificité régionale de la mécanique et micromécanique Beaucoup d'entreprises sous-traitantes majoritairement multi filières Un tissu de PME aux compétences reconnues par la filière Des entreprises et acteurs régionaux qui développent des solutions hydrogène pour l'aéronautique Participation à une filière française d'excellence fortement exportatrice 	<ul style="list-style-type: none"> Encore peu de synergies entre acteurs régionaux de la filière Beaucoup d'entreprises de petite taille Éloignement géographique des donneurs d'ordre
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> Malgré la crise, un secteur qui restera en croissance sur les prochaines années Une orientation politique forte de l'Etat français et de l'UE vers l'avion décarboné Évolution réglementaire : imposition aux compagnies aériennes de ne plus desservir les destinations pour lesquelles il existe une alternative Train à moins de 2h30 => opportunité pour les aéroports régionaux Dole et Dijon 	<ul style="list-style-type: none"> Un marché d'excellence qui a de fortes exigences d'excellence industrielle et d'investissement Concentration entrepreneuriale de la sous-traitance Les entreprises régionales et les donneurs d'ordre pourront-ils prendre en compte les obligations écologiques ?

Principales données

Une filière qui s'organise en 3 segments :

- l'aéronautique commerciale et de défense
- l'aéronautique générale
- les infrastructures aéroportuaires

- **350** entreprises directes et sous-traitantes
- **16 500** emplois directs et indirects
- Des grand donneur d'ordre implantés sur le territoire : **Safran** (4 sites), **SKF Aerospace**

Une filière structurée autour d'**1 cluster dédié** (PMT ASD), un groupement d'entreprises (GIS AERO), et **4 pôles de compétitivité liés** (Pôle Véhicule du Futur, PMT, Polyméris, Nuclear Valley)

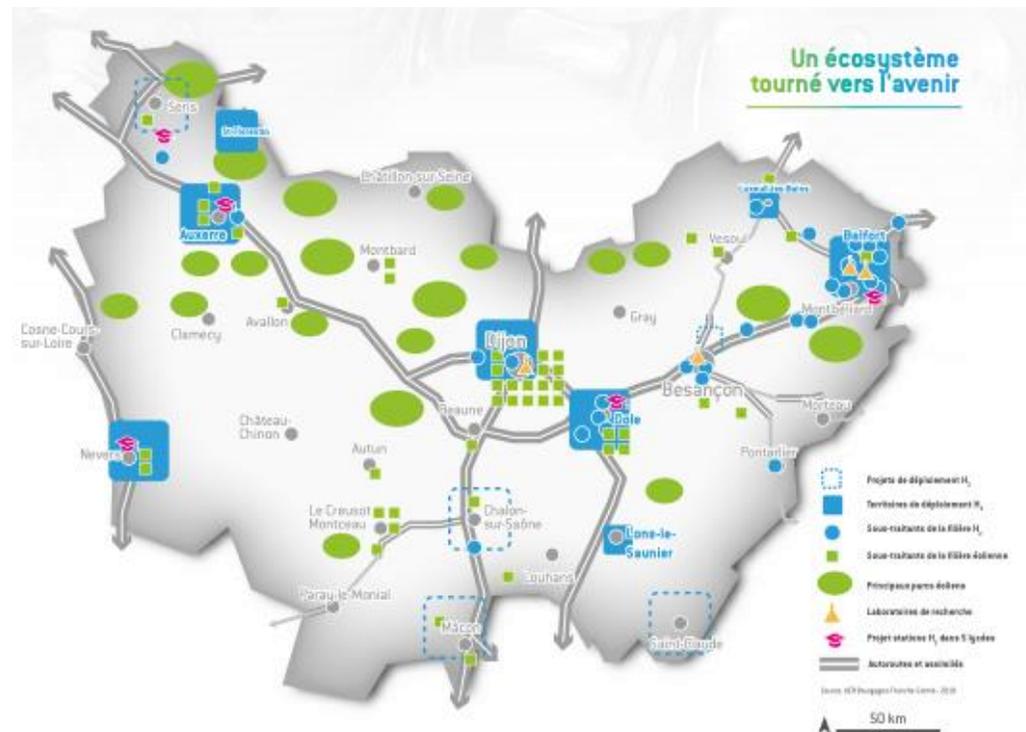
Enjeux, questionnements

- Consolidation des entreprises, diversification des donneurs d'ordres, intégration de l'excellence opérationnelle et de l'industrie 4.0.
- Structuration d'une filière régionale dans l'aviation générale
- Des enjeux environnementaux et sécuritaires toujours plus prégnants, et souvent différents entre pays
- Moderniser et renforcer le système industriel
- Faire évoluer les métiers afin de s'adapter au marché
- Continuer à attirer et former les compétences
- Répondre aux objectifs internationaux en termes d'efficacité énergétique et de réduction des émissions polluantes.

Hydrogène (RIS3)

Principales données

- Filière émergente
- Un tissu industriel spécialisé dans la **transformation des métaux et des matériaux, et l'expertise en traitement de surfaces**
- Une **cinquantaine** d'entreprises
 - Des jeunes entreprises dynamiques (H2SYS, MAHYTEC, JUSTY, INOVYN ...)
 - Des PME ou ETI impliquées (GAUSSIN, ROUGEOT ...)
 - Des grands groupes ayant investi en région (ALSTOM, FAURECIA, SCHRADER PACIFIC, DELFINGEN, Stellantis ...)
- **500** emplois directs
- La filière se structure autour de 1 pôle de compétitivité (PVF), 2 clusters (Mecateamcluster et la Vallée de l'énergie) et plusieurs partenaires privilégiés (AER BFC, APSIIS, etc.)
- **80 %** de la production scientifique de la recherche académique nationale



⁸⁶ Répartition des entreprises et des acteurs de la filière Hydrogène en Bourgogne-Franche-Comté en 2019
(Source : AER BFC)

Hydrogène (RIS3)

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> Engagement de la Région BFC (« Territoire hydrogène », feuille de route H2, financements dédiés) et forte implication des territoires Écosystème riche d'acteurs régionaux (tissu industriel spécialisé, filière plurielle et robuste, recherche d'excellence, plateforme d'expérimentation, etc) Plateformes d'expérimentation et de tests à Belfort, uniques en Europe, Spécialisation sur le stockage (Faurecia, ISTHY,,,)) Une recherche régionale d'excellence Implication de nombreux acteurs dans les instances nationales, voire européennes Présence d'Inovyn Présence d'activités historiques dans le domaine énergétique (main d'œuvre qualifiée) PVF: référent hydrogène pour les 4 pôles de compétitivité automobile français 	<ul style="list-style-type: none"> Faible poids économique de la région Faible impact de la communication régionale/décideurs nationaux Déficit de sources ENR au vu de la demande en électrolyse Peu de constructeurs de la mobilité lourde en BFC

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> Hydrogène dans le Green Deal Plans de relance nationaux dédiés à l'hydrogène + France 2030 (axe « Hydrogène vert ») Microgrids / smartgrids : perspectives de marché Politique prioritaire de la transition énergétique Tissu industriel (métallurgie, automobile..) en demande d'information et de contribution à la nouvelle filière h2 	<ul style="list-style-type: none"> Presque toutes les autres régions sont positionnées Préjugés / craintes des citoyens sur l'usage de cette technologie (qui s'amenuisent) Métiers déjà en tension sursollicités par la filière H₂ Des investissements très coûteux et de longue durée Transformation rapide du marché de l'énergie et de la filière h2

Enjeux, questionnements

Enjeux d'innovation définis dans la RIS3 2021-2027 :

- Innové dans la production, le stockage et la distribution d'hydrogène
- Développer les usages en mobilité
- Développer les usages en stationnaire et microgrids
- développer les usages industriels

Evolutions générales susceptibles d'impacter la filière régionale :

- Place du nucléaire - positionnement Etat français/politiques européennes,
- Politique nationale priorisant les sites majeurs à décarboner (7 bassins hors BFC) et reléguant la mobilité hydrogène au second plan,
- Choix des constructeurs entre électrique et élec/h2
- Politique européenne des corridors hydrogène

Enjeux de structuration de la filière régionale :

- renforcer ses partenariats stratégiques : IPCEI, Hydrogen Valley, Project Development Assistance, Hy-Corridor...
- Se positionner sur l'ensemble des étapes de la chaîne de valeur/repérage et qualification des entreprises susceptibles de participer à cette nouvelle chaîne de valeur
- Mobiliser l'écosystème, notamment en lien avec la recherche, pour lever de nombreux verrous encore existants

Matériaux et procédés avancés (RIS3)

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> Des filières assez complètes en région Un écosystème en faveur du développement de nouveaux matériaux (recherche, plateformes) 	<ul style="list-style-type: none"> Matériaux durables : pas de filière dédiée car les process de recyclage dépendent du matériau Impact de la crise : difficulté d'approvisionnement et renchérissement des matières premières Dépendance/autres filières

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> Attentes sociétales pour une utilisation modérés et production vertueuse de produits compatibles en cohérence avec les politiques environnementales Mettre au point des matériaux répondant aux tendances du marché : écoresponsables, performants, intelligents... Plans de relance S'appuyer sur la feuille de route régionale économie circulaire (FREC) 2020-2025 pour répondre aux enjeux « matériaux biosourcés » et « matériaux durables » qui concernent les entreprises et les territoires (SRADDET ICI 2025) 	<ul style="list-style-type: none"> UBFC : perte du label I-Site et des crédits alloués au détriment de l'axe Matériaux avancés, ondes et systèmes intelligents Polymères concurrence de pays fortement producteurs (Asie), baisse de la demande (à l'exception des EPI COVID-19), nouvelles contraintes réglementaires

Principales données

Les filières régionales :

- Métallurgie** : 1 850 entreprises, 80 000 salariés, une filière **complète** sur le territoire : conception et R&D, production, réemploi des matériaux et économie circulaire.

Des bassins historiques et dynamiques : Le Creusot, Chalon sur Saône, Montbard, Nord Franche-Comté, Nièvre

- Chimie et plasturgie** : de grandes entreprises présentes sur tous les départements (ex Solvay, sous-traitants automobiles ex Plastivaloire, Plastic Omnium, filière emballage)

Les filières se structurent autour de **3 pôles de compétitivité** (PMT, PVF, Nuclear Valley et Polyméris) ainsi que les syndicats UIMM et Polyvia,

Pour le bois et matériaux biosourcés, voir fiche « focus »

Enjeux, questionnements

Enjeux d'innovation définis dans la RIS3 2021-2027 :

- Rendre les matériaux plus performants et intelligents et les concevoir de manière à répondre de plus en plus spécifiquement aux usages et enjeux de demain
- Favoriser la compétitivité et l'excellence des entreprises en développant des procédés de conception et de fabrication avancés (outils numériques, de simulation, fabrication additive, impression 3/4D...) et répondant aux enjeux environnementaux
- Penser les matériaux et procédés pour favoriser la recyclabilité des produits manufacturés

Autres :

- L'approvisionnement durable et compétitif en matières premières et secondaires
- S'intéresser aux process suivants :
 - L'impression 3D
 - Le traitement de surfaces (transformation des caractéristiques)
 - Le contrôle non destructif
 - ...

Matériaux et procédés avancés (RIS3)

Focus bois et matériaux biosourcés

Principales données

- **90%** de la surface couverte par les surfaces agricoles et forestières
- Une filière **complète**, de l'approvisionnement à la production et à la transformation
- Région française où la **filière forêt-bois pèse le plus dans l'économie régionale**
- **23 000** emplois liés à l'utilisation des matériaux biosourcés dont **19 200** dans le bois (2% de l'emploi salariés régional)
- **4 600** entreprises dans la filières bois
- La filière se structure autour de **2 clusters** (Pôle Énergie BFC et Cluster Robin's) et **1 interprofession** (Fibois BFC), l'ENSAM et un projet de campus des métiers et des qualifications

Forces

- 90 % de la surface régionale est couverte par les surfaces agricole et forestière
- La BFC fait partie des régions les plus boisées de France (37% de la surface régionale contre 40% au niveau national).
- Le secteur des Matériaux biosourcés qui se structure (acteurs de l'écosystème, feuille de route Matériaux biosourcés 2020-2024)
- Des acteurs clés présents en région: l'interprofession, l'ENSAM, le cluster Robin's, le pôle énergie BFC,

Faiblesses

- Transformation des bois feuillus principale ressource en région
- Liens entre acteurs des filières régionales bois biosourcées et acteurs du bâtiment
- Ecosystème de l'innovation

Opportunités

- La filière des matériaux biosourcés identifiée comme l'une des filières vertes ayant un potentiel de développement économique élevé pour l'avenir, tout en respectant les priorités d'usage en région.
- La décarbonation des bâtiments favorable au développement des matériaux biosourcés (label E+C- : bâtiment à énergie positive et réduction carbone, RE2020)
- L'économie circulaire pour développer l'usage des matériaux biosourcés
- Des emplois locaux liés à la chaîne des matériaux biosourcés et l'approvisionnement local
- Les innovations pour concevoir des nouveaux matériaux plus écologiques, valoriser des bois scolytés ou présentant des « défauts » .

Menaces

- Risque de ne pas faire de lien avec la « feuille de route Matériaux biosourcés 2020-2024 » pour le secteur du bâtiment
- Paradoxe entre l'image négative de la coupe des arbres et l'image positive du matériau bois
- Concurrence internationale accrue, exportations des grumes

Enjeux, questionnements

Enjeux de la filière Bois- matériaux biosourcés

- Une filière durable
- Les politiques publiques de la forêt et du bois
- Gestion durable et certification forestière
- Articulation des usages du bois et de la forêt
- Mécanisation adaptée de la récolte
- Traçabilité des bois, digitalisation
- Sécurisation de l'approvisionnement local des entreprises de transformation
- Investissements dans l'innovation et la seconde transformation
- Adaptation des matériaux à l'évolution des besoins de différents secteurs.
- Développement de procédés adaptés à la spécificité des matières premières végétales locales (ex: « chimie des matériaux biosourcés » par les industries...)

Autres enjeux

- La multiplicité des ressources biomasse et des technologies de transformation et la diversité des produits et secteurs d'application expliquent la complexité de la filière. Elle concerne une grande diversité d'acteurs, qui vont de la production de la biomasse à la distribution du produit fini, en passant par toutes les étapes intermédiaires de transformation réalisées par les agroindustriels, les chimistes, les plasturgistes...
- La thématique « matériaux biosourcés » est traitée par nombre d'acteurs filière (Polymeris, Vitagora, Pôle Énergie BFC...). La prise en compte de la dimension « biosourcé/durable au sein de chacune des filières régionales peut être interrogée

Microtechniques et Systèmes intelligents (RIS3)

Principales données

- **750** entreprises travaillent pour différentes filières du secteur (**95%** de PME)
- **20 000** emplois
- La **plus forte densité d'entreprises, de savoir-faire et de recherche privée** liées aux microtechniques de France

2 pôles de compétitivité régionaux fédèrent les entreprises :

- PMT
- Polyméris

Autres structures participant à la structuration :

- Luxe & Tech
- Lunetiers du Jura
- Comité France Éclat
- Robotics Valley
- Campus des Métiers et des Qualifications Microtechniques et Systèmes Intelligents
- ...

Une force de **recherche publique** majeure et reconnue : FEMTO-ST, ICB, UTINAM ...

Des formations de haut niveau dispensées par l'UFC, l'uB, l'ENSMM, l'UTBM



Microtechniques et Systèmes intelligents (RIS3)

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • Région française possédant la plus forte densité d'entreprises, savoir-faire et recherche privée liés aux microtechniques. • Une légitimité historique • Des technologies transversales, avec un important potentiel de diversification • Une recherche régionale de niveau mondial en microtechniques et nanotechnologies • Un salon biennal et international : MICRONORA • Structuration de la formation autour du Campus des Métiers et des Qualifications Microtechniques et Systèmes Intelligents (CMQ MSI) • Des établissements spécialisés qui offrent des formations complètes et de premier plan, sur l'ensemble du continuum BAC- 3 à BAC+8. 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté d'appropriation de l'Industrie du Futur par les entreprises • Distance culturelle entre entreprises et labos de recherche • Les MSI ne sont pas une filière mais des technologies transversales liées à de nombreux marchés → manque de lisibilité • Des entreprises de petite taille, majoritairement sous-traitantes • Un manque de notoriété extrarégionale • Un problème de valorisation des métiers, des formations et des qualifications spécifiques

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> • Développement des nanotechnologies et capacités de production de composants électroniques : un IPCEI au niveau européen et un Plan français • Des technologies utilisées sur des marchés très divers et d'intérêt mondial • Les Industries 4.0 ont besoin des microtechniques pour justifier des relocalisations (gains de productivité) • Potentiel de contribution à l'hybridation des techniques et procédés et à la miniaturisation • Des réponses aux contraintes liées à l'augmentation des impératifs réglementaires et environnementaux (bruits, vibrations, pollution, santé) 	<ul style="list-style-type: none"> • Non-sécurisation de l'approvisionnement en composants • Les enjeux d'avenir davantage portés par les laboratoires que par les entreprises (ex : nano) • Attractivité de la Suisse sur les métiers en tension : usinage, décolletage, robotique, métrologie • Des entreprises sous-traitantes, donc avec des marchés plus facilement délocalisables

Enjeux, questionnements

Enjeux d'innovation définis dans la RIS3 2021-2027 :

- Répondre aux besoins des marchés en termes de haute précision
- Concevoir et produire des composants miniaturisés intégrant de plus en plus de fonctionnalités
- Réduire l'empreinte environnementale

Enjeux de la filière régionale :

- Affirmer les MSI comme un des piliers de l'industrie du futur
- Un enjeu stratégique majeur pour la France et l'Europe, dans un monde en perpétuelle course à la miniaturisation
- Évolution des process : numérisation, robotisation, hybridation
- Mobiliser 3 socles technologiques pour préparer à l'industrie 4.0 : connectivité, interprétation des données, reconfiguration
- Redéploiement des savoir-faire sur le territoire national
- Favoriser l'émergence d'un véritable label de l'horlogerie française
- Pour les TPME régionales, élargir leur rôle de sous-traitant de capacité ou de fabricant de composants ou d'équipements à celui de fournisseur de solutions techniques complètes
- Mieux prendre en compte, voire anticiper, les usages finaux des produits finis
- Pour les acteurs régionaux : développer les positions à l'export ; se projeter dans une organisation mondialisée ; se saisir des transitions ; attirer les jeunes vers l'industrie et les former
- Si l'avenir repose plus sur les nanotechnologies que sur les microtechniques, comment se positionnent les entreprises régionales ?

Transverse : services aux entreprises

Numérique – Principales données

- **1 500** entreprises
- **150** start-ups
- **20 000** emplois numériques
- Une filière en croissance mais cette croissance reste plus faible en région en comparaison à l'échelle nationale
- Un cluster régional : **BFC Numérique**
- 2 pôles de compétences : **Numerica et L'Usinerie**
- Des laboratoires universitaires (intelligence artificielle, traitement de données...)

Enjeux, questionnements

- Favoriser, accompagner la croissance des entreprises numériques (modèle économique des start-ups du numérique)
- Poursuivre la structuration de cette filière en croissance
- Attirer et faire rayonner la filière numérique régionale
- Anticiper les mutations liées à la révolution numérique, former, attirer les compétences
- Favoriser l'intermédiation entre offreurs de solutions numériques et besoins de digitalisation des entreprises et du secteur public

Logistique – Principales données

- Position géographique/infrastructures
- **3 350** établissements
- **72 000** emplois dont 66 800 salariés, 3 800 intérimaires et 1 600 non-salariés
- **8%** de l'emploi salarié régional
- La filière se structure autour **d'un partenaire dédié** (ASLOG) et d'un pôle de compétitivité (Pôle Véhicule du Futur)

Enjeux, questionnements

- Réduire l'impact environnemental
- Réduire la pénibilité de certains métiers
- Augmenter la performance économique, dans un secteur très concurrentiel
- Exploiter les nouvelles technologies du numérique, de l'intelligence artificielle, de la robotique (Smart City et dernier kilomètre, planification, process)
- Réinventer les méthodes de formation
- Penser multimodal

Des enjeux transverses aux différentes filières :

- Faire face aux difficultés de recrutement/attractivité de métiers dans l'industrie
- Prise en compte des priorités environnementales attendue par les pouvoirs publics (Monde/UE/France)
- Enjeux de performance industrielle et numérique (intelligence artificielle, industrie du futur...)

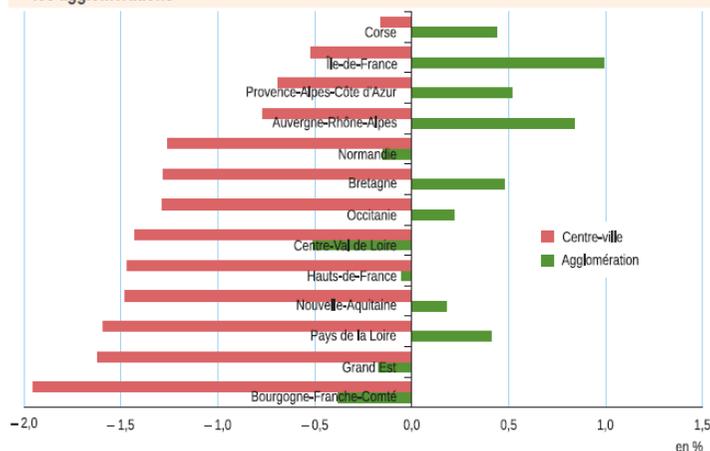
... plus ou moins accentués dans les filières ou bien avec des spécificités/métiers...

Biens et services de base

Principales données

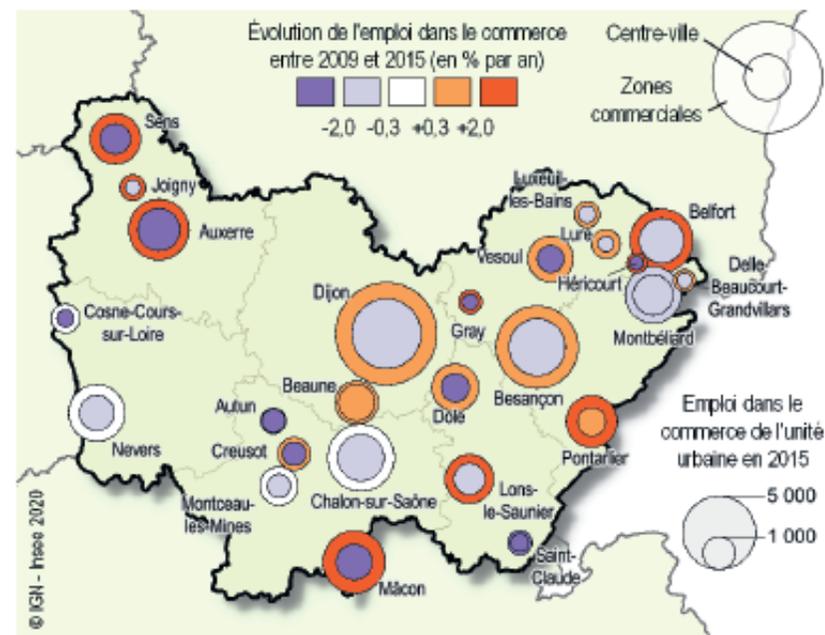
- Plus de **15 000 établissements** et **105 000 salariés** (2/3 des salariés dans le commerce de détail)
- Artisanat : **7 000** entreprises dans l'alimentation (11% des entreprises artisanales) et **20 000** dans les services (32%)
- ESS : commerces = 2 200 ETP (**2%** des emplois ESS)
- Un tiers des salariés travaillent dans des **petits établissements** (1 à 9 salariés) contre **un quart** tous secteurs confondus
- **10 400 intentions d'embauche** dans le commerce en 2021 (+7%/2019 ; 11 % du total des intentions)
- 70 % des entreprises potentiellement à transmettre : la Nièvre et l'Yonne sont les départements les plus concernés
- Centres-villes : **30%** des emplois commerciaux (-3%/2009)
- Circuits-courts : **3 700** exploitations soit **17%** (+4 points / 2010)

3 Évolutions des effectifs salariés du commerce de proximité dans les centres-villes et dans les agglomérations



Lecture : entre 2009 et 2015, dans les VTI de Bretagne, les effectifs salariés du commerce de proximité tendent à augmenter de 0,5 % annuellement. Dans les centres-villes de ces mêmes VTI, les effectifs diminuent tendanciellement de 1,3 % par an.
 Champ : villes de taille intermédiaires en France métropolitaine.
 Sources : Insee, Sirius, Fare, Clap 2009 à 2015, Sirene géolocalisé ; DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Filosofi.

Évolution de l'emploi dans le commerce entre 2009 et 2015 (% par an) et emploi en 2015



Sources : Insee, Sirius – Clap – Base non-salariés – Fare – Sirene géolocalisé

²¹⁴ Évolution de l'emploi dans le commerce entre 2009 et 2015 (% par an) et emploi en 2015

²¹³ Évolutions des effectifs salariés du commerce de proximité dans les centres-villes et dans les agglomérations (2009-2015)

Biens et services de base

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • Des Projets Alimentaires Territoriaux sur 6 départements • Nombreuses intentions d'embauche 	<ul style="list-style-type: none"> • Une baisse du nombre d'emplois et d'établissements plus prononcée qu'à l'échelle nationale • Des commerces de centre-ville en perte de vitesse

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> • Un essor des nouvelles formes de commerce (vers le consommateur) accéléré par la crise sanitaire • Commerces de centre-ville : vers des services autour de la vente • Une augmentation du nombre d'exploitations qui vendent en circuit court depuis 2010 ... mais qui reste inférieure à la moyenne nationale 	<ul style="list-style-type: none"> • Ne pas rater la mutation du e-commerce et des autres nouvelles formes de commerce • Circuits-courts : les habitudes, prises par les consommateurs pendant le confinement ont été un feu de paille ? • Problématique de la transmissions d'entreprise (commerces)

Enjeux, questionnements

Enjeux du SRADET :

- Définir un socle commun de services pour les territoires et leurs habitants
- Accès équitable de la population aux services et équipements de base

Autres :

- Maintenir l'équilibre commercial entre les petits et grands acteurs du commerces
- S'adapter à l'exigence des modèles de production et de consommations durables
- Assurer la complémentarité entre le commerce « physique » et le e-commerce, digitalisation du marché
- Maintenir une agriculture solide sur les territoires, au service de l'économie locale et de la valeur ajoutée territoriale.
- Localement, faut-il assurer le service ou l'emploi ? Quid de l'animation locale et du lien social ?

Principales données

- Plus de **20 000 entreprises** et près de **50 000 salariés**
- ESS : construction (+ industrie) = 2 900 ETP (3,2% des emplois ESS)
- Artisanat : **20 400 entreprises** dans le bâtiment (38% des entreprises artisanales)
- Côte-d'Or, Doubs et Saône-et-Loire = trois quarts des mises en chantier de la région
- **6 400 intentions d'embauche** en 2021 (+3% / 2019)
- Programme régional Effilogis

Enjeux, questionnements

Enjeux du SRADET :

- Améliorer l'efficacité énergétique du parc de logements pour tendre « vers une région à énergie positive » à l'horizon 2050.
- Réduire l'empreinte énergétique des bâtiments à usage tertiaire.
- Généraliser l'écoconditionnalité pour toutes interventions des acteurs régionaux et locaux en faveur du bâtiment.
- Viser l'utilisation de matériaux biosourcés.

Enjeux du Plan bâtiment durable BFC 2018-2030:

- Développer un marché local structuré de la rénovation globale pour le secteur du bâtiment
- Lutter contre la précarité et la vulnérabilité énergétiques
- Mettre en synergie les moyens techniques et financiers
- Lutter contre le changement climatique en visant le facteur 4 et en rénovant au niveau BBC

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • Importante ressource sylvicole et agricole (biosourcés) • Une propension à l'embauche en 2021 supérieure aux autres secteurs • Une plus forte résilience de l'emploi dans l'ESS que dans le reste du secteur privé 	<ul style="list-style-type: none"> • Pas assez de rénovations énergétiques • Les matériaux biosourcés sont peu utilisés dans l'activité de rénovation ; et l'incitation publique est faible • Des recrutements jugés difficiles en 2021

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> • Feuille de route du Plan bâtiment durable BFC 2018-2030 • Un parc de logements locatifs (dont sociaux) à renouveler pour répondre aux attentes et besoins des habitants • Marché de la rénovation énergétique : perspectives intéressantes • Un levier de développement pour les matériaux de construction biosourcés • Nouvelles certifications, labels, normes • De nouveaux process appelant de nouvelles compétences (digitalisation, biosourcés...) 	<ul style="list-style-type: none"> • Ne pas prendre en compte l'évolution des attentes et besoins des habitants dans l'offre régionale de logements locatifs sociaux • Un secteur fortement touché par la crise sanitaire du Covid-19 • Une pénurie de matériaux et un renchérissement des coûts depuis début 2021 • Mauvaise image des métiers du bâtiment (carences en main d'œuvre, formation) • Question de la transmission

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • Déploiement des nouveaux outils de la e-santé et de la télémédecine • Un réseau étoffé d'industriels dans les domaines des technologies en santé et de l'alimentation-santé • Des actions pour attirer et maintenir des professionnels de santé • Des actions en faveur d'une territorialisation sanitaire, notamment en termes de formation • La trajectoire récente des emplois de l'ESS dans la santé est positive 	<ul style="list-style-type: none"> • Une répartition territoriale inégale des professionnels de santé • Des particularités géographiques de certains territoires (Haut-Doubs, Jura, Morvan) qui ne permettent pas un accès rapide aux services d'urgence • Des vulnérabilités marquées en BFC, qui accentuent les inégalités d'accès à la santé : vieillissement démographique, faibles densités de population, poches de précarité ...

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> • La « santé accessible à tous » est l'une des orientations de la Stratégie régionale d'innovation • Feuille de route santé 2019-2021 	<ul style="list-style-type: none"> • Des densités de professionnels de santé largement inférieures à la moyenne nationale • De nombreux territoires ruraux et peu denses, sujets aux problèmes de désertification médicale. • Des vulnérabilités qui accentuent les inégalités d'accès à la santé

Principales données

- **Faible densité démographique** : 59 hab/km² contre 119 en France
- **Importante ruralité** : 68% de la population vit dans les grandes aires urbaines contre 83% en France
- **Vieillesse de la population** : 29% de la population est âgée de plus de 60 ans contre 26% en France
- Des densités de professionnels de santé inférieures à celles observées en France
- ESS - Santé = **6 500 ETP (7% des emplois ESS)** et **11%** des 62 000 ETP du secteur de la santé
- **130** Maisons de santé pluriprofessionnelles dont **60%** sont regroupées dans 3 départements : Saône-et-Loire, Nièvre et Jura
- Près de **250** sites de télémédecine
- **27 Contrats locaux de santé** signés sur les 33 territoires de contractualisation
- Un **accès aux urgences fragile** pour un **tiers** du territoire (accès à un SMUR en plus de 30 min), et 45 min pour 5 % du territoire
- **50 écoles de formation** en santé qui bénéficient à 9 000 étudiants

Enjeux, questionnements

SRADDET :

- Assurer l'intégration de la santé dans une approche territoriale globale, en croisement de l'ensemble des politiques concourant au développement équilibré des territoires.

Projet régional de santé BFC 2018-2028 :

- Faire le choix de la prévention
- Faciliter l'autonomie et l'inclusion des personnes âgées et des personnes handicapées dans la société
- Améliorer l'accès aux soins dans les territoires fragiles
- Réorganiser l'accès aux soins urgents
- Améliorer la prise en charge de la santé mentale
- E-santé : tirer pleinement partie des usages du numérique en santé

Principales données

- **7 700** clubs
- **645 000** licenciés
- **20 700** salariés (2% des actifs soit la même moyenne qu'en France)
- L'animation concentre l'essentiel de l'activité du secteur, avec 70 % des postes, contre 30 % pour le sport.
- ESS = **2 300 ETP** (3% des emplois ESS) : **60%** des 5 000 ETP du secteur sports et loisirs.
- Associations : **60%** des ETP du secteur
- Un nombre élevé de **micro-entrepreneurs**, en forte progression : **+77%** entre 2015 et 2018 (secteur des « autres activités récréatives et loisirs »)
- Taux d'équipements sportifs supérieur à la moyenne nationale (BFC : **0,52** pour 100 habitants / France : **0,42**)

Forces

- Cadre naturel régional favorisant les sports d'extérieur
- Une région relativement riche en matière culturelle : manifestations, compagnies et structures culturelles sont présentes partout sur le territoire

Faiblesses

- Un coup d'arrêt de la croissance de l'ESS après une forte évolution de l'emploi

Opportunités

- Un nombre d'emplois qui progresse de façon continue jusqu'à la crise sanitaire
- Exercer une activité sportive devient une question de santé publique

Menaces

- Un secteur qui a vu la plus importante baisse en volume dans l'ESS, par rapport aux autres secteurs d'activités
- Les conditions d'emploi conduisent les salariés à changer de métier plus souvent que dans d'autres secteurs.

Enjeux, questionnements

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> De nombreux atouts grâce à son patrimoine culturel et naturel d'exception (vins, gastronomie, architecture religieuse, sites naturels...) Un écosystème «œnotourisme» fonctionnel (clientèle haut de gamme en Côte-d'Or et Saône-et-Loire, restauration haut de gamme et hôtellerie premium) 	<ul style="list-style-type: none"> Un poids économique faible (en valeur et emplois) Une des régions les moins denses de France métropolitaine en termes de capacité d'accueil Des hébergements essentiellement composés de résidences secondaires et de gîtes/chambres d'hôtes Une offre hôtelière géographiquement concentrée

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> Une offre répondant à des motifs d'avenir : itinérant, expérientiel (gastronomie, culturel, industriel...), nature, sports de nature/plein air 	<ul style="list-style-type: none"> Un secteur confronté à de nombreuses mutations qui nécessitent une adaptation des opérateurs pour rester compétitif dans un secteur de plus en plus concurrentiel

Principales données

- Une des régions les moins denses de France en termes de capacité d'accueil ; 750 000 lits
- **19 400 établissements** dont les activités relèvent directement du tourisme
- **72%** des établissements relèvent du secteur de **l'hébergement et de la restauration**
- **40 000 salariés** soit 6% du total en région (8% en France)
- Emploi salarié : **+7,5%** entre 2013 et 2018
- ESS : 1 200 ETP (1% des emplois ESS) et 5% des ETP du secteur
- 5 zones d'emplois (découpage avant 2020) regroupent la moitié des établissements : Dijon, Besançon, Belfort-Montbéliard-Héricourt, Auxerre et Chalon-sur-Saône
- **Gastronomie et œnotourisme** : des éléments différenciants
 - 3 Cités du vin (Mâcon, Beaune et Chablis)
 - 1 Cité de la Gastronomie à Dijon (en cours de construction)

Enjeux, questionnements

Enjeux :

- Créer des groupements d'employeurs qui permettraient de combiner les emplois des saisonniers sur les différentes saisons
- Valoriser les métiers et les formations de l'hôtellerie et de la restauration qui souffrent de problématiques d'attractivité
- Relancer le programme de formation spécifique au tourisme ("Booster tourisme")
- Aider les entreprises face aux difficultés de recrutement dans les métiers de l'hôtellerie et de la restauration
- Adaptation des opérateurs du secteur, qui passe par un effort important de formation à destination de l'ensemble des acteurs : condition nécessaire pour rester compétitif dans un secteur de plus en plus concurrentiel

Autres :

- Moderniser le parc de gîtes et chambres d'hôtes
- Quel positionnement et stratégie de « Dole Jura » en tant qu'aéroport entrant ?

Bien-être

Services à la personne

Principales données

Place importante de l'ESS en BFC

- Action sociale : 38 800 ETP (43% des emplois ESS) – Premier secteur en BFC
- 48% des ETP de l'hébergement médicosocial et social
- 92% des ETP de l'aide pour le travail
- 83% des ETP de l'aide à domicile
- 25% des ETP de l'accueil des jeunes enfants
- 68% des ETP des acteurs action sociale.
- **+88%** d'Organismes de Services à la Personnes entre 2008 et 2014 (+109% en France)

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • Des acteurs historiques, relevant notamment de l'ESS 	<ul style="list-style-type: none"> • La crise sanitaire a freiné le développement des services à la personne notamment dans le secteur de l'ESS.

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> • L'aide à domicile hors ESS en forte croissance 	<ul style="list-style-type: none"> • Une répartition des organismes assez inégale sur le territoire

Enjeux, questionnements

- Attractivité des métiers (conditions de travail, salaires...)
 - problématique compte tenu du vieillissement plus marqué de la BFC, et de l'Est en général, par rapport à d'autres régions, même si le vieillissement de la population française est un phénomène global suite au baby-boom d'après-guerre et années 60
 - les intervenants vieillissent aussi
 - beaucoup de turn-over
 - ...
- La pérennité économique des structures compte tenu de leur modèle de financement

Eau, déchets, transports, production d'énergie locale – Eau

Économie de proximité

Principales données

- 8^e région pour les surfaces en eau
- 9^e région pour ses zones humides

Forces

- Les ressources en eau souterraines sont en bon état d'un point de vue quantitatif et qualitatif.

Faiblesses

- Un état inquiétant de nombre d'eaux superficielles (écologique, chimique, morphologique).

Enjeux, questionnements

Opportunités

- Un réseau de voies d'eau important, atout touristique et commercial.
- Des directives européennes qui définissent le cadre pour la préservation des ressources en eau et des milieux aquatiques.

Menaces

- Des besoins conséquents d'eau douce qui témoignent de l'importance de préserver les milieux aquatiques.

Eau, déchets, transports, production d'énergie locale – Déchets

Économie de proximité

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> La production d'OMr a été réduite de façon conséquente : une des trois régions les plus performantes en France. Deuxième région française en termes de part de population concernée par une tarification incitative effective. Sur le podium des régions produisant le moins de DMA en France. Des résultats supérieurs au national et aux objectifs fixés par la loi dans le cadre des filières à responsabilité élargie du producteur Une application volontariste des expérimentations et des dispositifs d'économie circulaire en région (ex : ZDZG) : 54 % de la population est concernée par la démarche ZDZG. Nombreux exemples de réussite des politiques locales : de prévention (traitement différencié des déchets), de prise de conscience par les entreprises. 	<ul style="list-style-type: none"> Des difficultés pour réduire les quantités collectées par habitant afin d'atteindre les objectifs nationaux Un rythme de diminution des DMA en dessous de celui attendu Seulement 28 % de déchets dangereux traités valorisés (recyclage, régénération, combustible solide de substitution)

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> Des mesures européennes pour limiter la production de déchets et favoriser l'économie circulaire. La Région, un nouvel acteur impliqué dans la conduite des politiques publiques « déchets ». 	<ul style="list-style-type: none"> Une quantité de ressources consommées plus de trois fois supérieure à la moyenne mondiale.

Principales données

- 30% de la population régionale est concernée par une **tarification incitative** : 2^e région française
- 13 territoires lauréats des appels à projets nationaux « **zéro déchet, zéro gaspillage** » : 54% de la population
- 463 structures de **réemploi/réutilisation**, intégrant les acteurs de l'ESS
- Une **production de DMA** bien en dessous de la moyenne nationale : 541 kg/hab/an en 2017 (France : 580 kg)
- Une **production d'OMr** réduite de façon conséquente depuis 2010 : **Podium des régions françaises**
- Des variations territoriales : la **Haute-Saône** et le **Doubs** présentent les plus fortes baisses de DMA entre 2010 et 2017 alors que l'**Yonne** connaît une hausse des DMA.

Enjeux, questionnements

SRADDET :

- La prévention des déchets, un levier essentiel pour réduire les pressions que font peser nos modes de production et de consommation sur les ressources.
- Diminuer, recycler et valoriser au mieux les déchets ménagers (notamment les biodéchets), les déchets issus des activités économiques et du BTP (contrats de filières...) dangereux et non dangereux.
- Tendre vers une région zéro déchet d'ici 2050
- L'organisation du traitement des déchets et du stockage en dernier lieu doit se raisonner dans des installations respectueuses de l'environnement au plus près des lieux de production afin de limiter les déplacements.

Autres :

- Mettre en place des actions globales de prévention portant sur la totalité des déchets et plus seulement les OMr.
- Réduire les déchets issus d'activités économiques
- Des signaux ont montré que durant les périodes de confinement, certains comportements récents ont été accélérés : e-commerce, livraison à domicile, usage unique... Ces comportements engendrent des déchets d'emballage en volumes supérieurs. Ces tendances perdureront-elles à la crise ?

Eau, déchets, transports, production d'énergie locale – Transports

Économie de proximité

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • Un réseau routier et autoroutier qui irrigue bien la région, dans toutes ses directions. • Trois ports sur la Saône et le port de Gron proposent une tri-modalité pour faciliter les transports de marchandises. • La plateforme de Saint-Yan, un lieu de formation majeur pour l'école nationale d'aviation civile. 	<ul style="list-style-type: none"> • La traversée d'est en ouest se fait plus difficilement par la RCEA située au sud de la région (Bourgogne). • Des capacités importantes et sous-exploitées de transport fluvial et ferroviaire.

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> • Des réglementations ouvrant des perspectives de développement. • Des bassins de mobilité permettent de couvrir l'ensemble des territoires. 	<ul style="list-style-type: none"> • Un fort taux de véhicules de fret.

Principales données

- **4 600 établissements**
 - 66% transports terrestres et transports par conduites (France : 73%)
 - 1% transports par eau (France : 1%)
 - 0,4% transports aériens (France : 0,8%)
 - 17% entreposage et services auxiliaires (France : 14%)
 - 15% activités de poste et de courrier (France: 12%)
- **50 000 postes salariés**
 - 58% transports terrestres et transports par conduites (France : 52%)
 - 0,1% transports par eau (France : 1%)
 - 0% transports aériens (France : 5%)
 - 23% entreposage et services auxiliaires (France : 24%)
 - 20% activités de poste et de courrier (France: 18%)

Enjeux, questionnements

Enjeux SRADET :

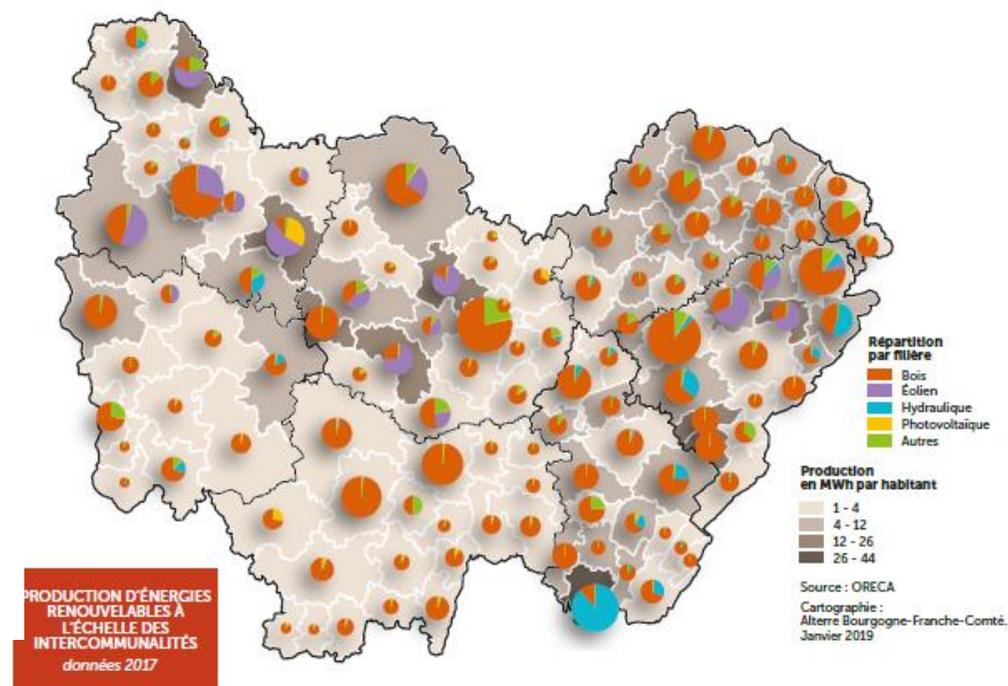
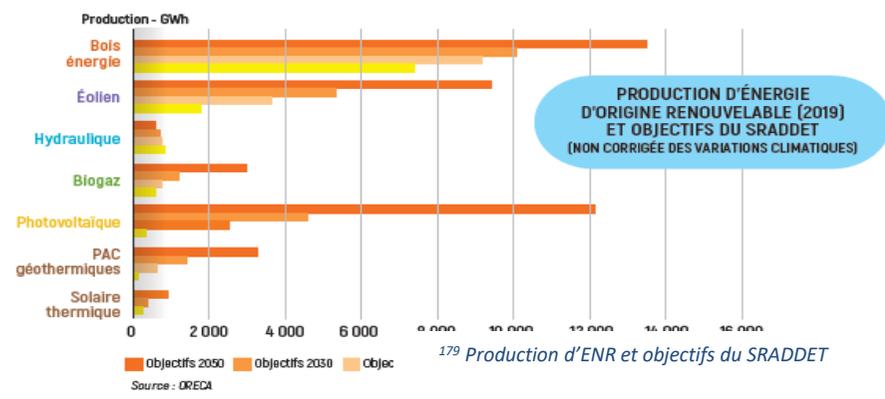
- Mieux profiter de la situation géographique privilégiée de la région.
- Renforcer les infrastructures de transports, en travaillant sur une intégration et une connexion de tous les réseaux de transports (ferroviaire, routier, cyclable, ...) pour permettre une garantie d'accès à au moins un réseau sur l'ensemble du territoire régional.
- Disposer d'une complémentarité entre les différents modes de transport
- Encourager le report modal vers des modes de transport moins polluants tant pour les voyageurs que pour les marchandises

Eau, déchets, transports, production d'énergie locale – Production d'énergie locale

Économie de proximité

Principales données

- Énergies renouvelables : **15%** de la consommation finale d'énergie (BFC : **+4%** depuis 2010 / France : **+17%**)
- 80 %** de la production d'électricité est d'origine renouvelable (+21% depuis 2010)
- Bois : **69%** de la production globale d'ENR
- Éolien : **14%** de la production globale d'ENR (6^e région française)
- 365** aérogénérateurs
- Hydraulique : **8%** de la production globale d'ENR
- 230** sites de production
- Solaire photovoltaïque : **14 %** de la production globale d'ENR
- 10 centrales au sol et 23 000 installations de panneaux solaires
- Biogaz : **1%** de la production globale d'ENR
- 14 installations
- Méthanisation : **2%** de la production globale d'ENR
- 56 installations
- Cluster Wind for Future
- Vallée de l'Énergie



180 Production d'ENR à l'échelle des intercommunalités (2017)

Eau, déchets, transports, production d'énergie locale – Production d'énergie locale

Économie de proximité

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • La production d'électricité en est majoritairement d'origines renouvelables (80 %) et présente un fort potentiel de développement. • La disponibilité de la ressource n'est pas un facteur limitant au développement du bois énergie. • BFC : 6e rang des régions françaises en termes de production d'hydroélectricité. • La méthanisation connaît un fort développement depuis 2014 • Quasi inexistantes en 2009, les installations en toiture de panneaux photovoltaïques se sont généralisées en BFC. 	<ul style="list-style-type: none"> • La part des énergies renouvelables est inférieure à la moyenne nationale • Une utilisation encore trop faible de la ressource bois et des bois non destinés à d'autres usages. • Une gestion aléatoire de la ressource bois (coupes, plantation, élagage ...).

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> • Une dynamique de développement des énergies renouvelables, mais l'atteinte des objectifs doit passer par une accélération du développement de certaines filières, comme l'éolien ou le solaire photovoltaïque. • Une réglementation européenne qui favorise le développement de énergies renouvelables. • Le potentiel de développement de la filière hydroélectricité passe par les microcentrales • La méthanisation peut devenir une filière de traitement des biodéchets. 	<ul style="list-style-type: none"> • Monopole chinois sur les panneaux photovoltaïques. • Les écosystèmes dont dépend la biomasse, sont fortement impactés par le changement climatique. • Les impacts du changement climatique sur la ressource en eau font qu'il est compliqué de compter sur la filière hydroélectricité. • Une opposition des habitants se trouvant à proximité de certains projets notamment éoliens ou de méthanisation.

Enjeux, questionnements

SRADDET :

- Il existe un vrai potentiel pour la méthanisation, filière émergente essentiellement d'origine agricole.
- La récupération et la valorisation de l'énergie fatale constituent également un potentiel d'économie d'énergie non négligeable.
- Faire de la transition énergétique le pivot de la stratégie des transitions avec en premier lieu un enjeu de sobriété et d'efficacité.
- Tendre d'ici 2050 vers une région à énergie positive en visant d'abord la réduction des besoins d'énergie au maximum, par la sobriété et l'efficacité énergétiques, puis de les couvrir par les énergies renouvelables locales.
- Faciliter l'émergence de modes de développement plus durables et plus équitables



Maison de l'Économie
46 avenue Villarceau
25000 Besançon
T. **+33 (0)3 81 81 82 83**

Maison Régionale de l'Innovation
64 A rue Sully - CS 77124
21071 Dijon Cedex
T. **+33 (0)3 80 40 33 88**

www.aer-bfc.com